



De la Wallonie d'hier, nous créons celle de demain

RAPPORT ANNUEL

2009



Sommaire

Editorial	3
PARTIE I	
Présentation de la société SPAQuE	5
Mission	5
Vision	5
Engagements	6
Règle cardinale	6
Chaîne des valeurs	6
Composition des Conseil d'Administration, Comité d'Orientation, Comité de Direction et Comité de Gestion	9
Structure	11
Membres du personnel au 31 décembre 2009	12
PARTIE II	
Un acteur du développement économique de la Wallonie	17
Un acteur économique wallon	18
L'organigramme des filiales	19
Les filiales	20
Les partenariats	55
PARTIE III	
SPAQuE en action	59
Six mille sites potentiellement pollués en Wallonie	59
Carcoke Tertre et le traitement biologique des terres polluées	65
Améliorer l'environnement et aider au redéploiement économique	69
Les 89 sites réhabilités depuis 1991	73
PARTIE IV	
SPAQuE en chiffres	79
Le rapport d'évaluation mesure les performances de l'entreprise	79
Les comptes annuels	87
Les certifications	93

*Depuis 1991, année de sa
création, SPAQuE a réhabilité
89 friches industrielles,
décharges et dépôts de
pneus en Wallonie.*



Editorial

SPAQuE, acteur et partenaire du développement économique de la Wallonie

La société SPAQuE, qui fêtera, en 2011, ses vingt ans d'existence, est l'expert de la Région wallonne en matière de réhabilitation de friches industrielles polluées et de décharges. En ce, elle est un acteur incontestable du développement économique et durable de la Wallonie.

Que ce soit dans le domaine de l'environnement ou celui de la santé, SPAQuE a marqué ces vingt dernières années. Evoquer la seule réhabilitation du site, emblématique, de l'ancienne décharge de Mellery, et son million de mètres cube de déchets industriels, suffirait-il à démontrer l'expertise de SPAQuE ? Certainement. Mais il y eut également Anton, Cronfestu, Les Isnes, Florzé, Hensies, Fontilloi pour ne citer que quelques-unes de ces décharges qui défiguraient la Wallonie au début des années nonante et qui furent réhabilitées par SPAQuE.

A cette expertise affirmée dans la réhabilitation de décharges, SPAQuE en ajouta rapidement une autre : la réhabilitation de friches industrielles polluées. Aujourd'hui, la société gère le processus de réhabilitation d'une centaine de sites tout en assurant la surveillance environnementale de plusieurs centaines d'autres.

Une spécificité de SPAQuE est son approche raisonnée de la réhabilitation tenant compte des impératifs de développement économique. En accordant une place prépondérante à l'analyse des risques, SPAQuE permet de fixer des objectifs de réhabilitation qui tiennent compte de l'utilisation future du site. Une approche qui permet de limiter le coût de la réhabilitation sans nuire à la qualité du résultat final puisque SPAQuE propose, systématiquement, un projet présentant le meilleur rapport entre résultats environnementaux et coûts de réhabilitation.

Au cours de ses dix-neuf ans d'existence, SPAQuE a injecté 290.000.000 d'euros dans l'économie sous la forme de commandes passées à des sous-traitants. Et, au fil des ans, elle a remis à disposition du monde de l'entreprise des dizaines d'hectares réhabilités où se sont développées de nouvelles activités.

Acteur du développement économique d'un côté, SPAQuE en est, de l'autre, un partenaire ; notamment au travers de ses filiales actives dans le secteur de l'environnement. Les domaines dans lesquels œuvrent ces filiales sont variés : recyclage et valorisation de déchets de construction et de déchets électriques ou électroniques, boues de dragage, gestion du biogaz issu des décharges, production de chaleur destinée au chauffage de bâtiments et d'électricité dans le cadre d'installations de cogénération. Sans oublier des projets d'implantation de centrales photovoltaïques, de microcentrales hydroélectriques et d'éoliennes. En devenant partenaire du développement de ces filières à travers toute la Wallonie, SPAQuE se porte garante d'une approche soucieuse de l'environnement.

Enfin, SPAQuE a développé des partenariats avec des sociétés telles que IDEA, UCB, UMICORE, DUFERCO, BEP-Environnement, SPI+, etc.

Aujourd'hui, l'expertise de SPAQuE est unanimement reconnue en Wallonie, comme hors de ses frontières où elle a entrepris de développer ses activités en tant que bureau d'études, affirmant ainsi son rôle d'acteur et de partenaire du développement économique de la Wallonie.



Philippe ADAM
Administrateur Directeur

*La pollution en hydrocarbures
est particulièrement visible
sur ce fond de fouille du site
Chimeuse Ouest à Liège /
Saint-Nicolas.*



PARTIE I

Présentation de la société SPAQuE

Mission

L'entreprise SPAQuE, notamment spécialisée dans l'amélioration de la qualité de l'environnement de friches industrielles et de décharges, est acteur et partenaire du développement économique et durable de la Wallonie.

Après les indispensables investigations et analyses scientifiques, SPAQuE réalise les travaux de réhabilitation en fonction de la nature des pollutions et des affectations potentielles des sites. Elle y intègre, le cas échéant, la construction de nouvelles infrastructures favorisant le redéploiement.

Ainsi, chaque année, SPAQuE met à disposition du monde économique de nombreux hectares réhabilités pour accueillir les projets qui feront la Wallonie de demain.

Vision

Ensemble reconnu pour son expertise scientifique au niveau international, la société SPAQuE propose le panel complet des compétences indispensables à la mise en œuvre d'une politique de gestion de la qualité de l'environnement et de la santé répondant aux principes du développement durable.

L'équipe multidisciplinaire de la société SPAQuE est composée de femmes et d'hommes, experts les plus pointus dans les domaines du sol, de l'air, de l'eau, de la santé, de l'énergie et d'autres disciplines complémentaires.

Grâce à une approche rigoureuse et éprouvée, elle mène chaque jour à bon terme le pilotage des projets les plus complexes.

SPAQuE travaille tant pour les clients privés que publics. Pour la Wallonie, la société est l'acteur du redéploiement socio-économique reconnu dans :

- l'amélioration de la connaissance des sites pollués ;
- les études des faisabilités économique, technique et urbanistique des sites pollués ;
- la conception et la réalisation des travaux de réhabilitation des sites pollués et de construction.

Engagements

Les engagements de la société SPAQuE en termes de culture d'entreprise sont :

- l'Initiative
- l'Intégrité
- l'Autonomie
- la Qualité du travail
- l'Esprit d'équipe

Règle cardinale

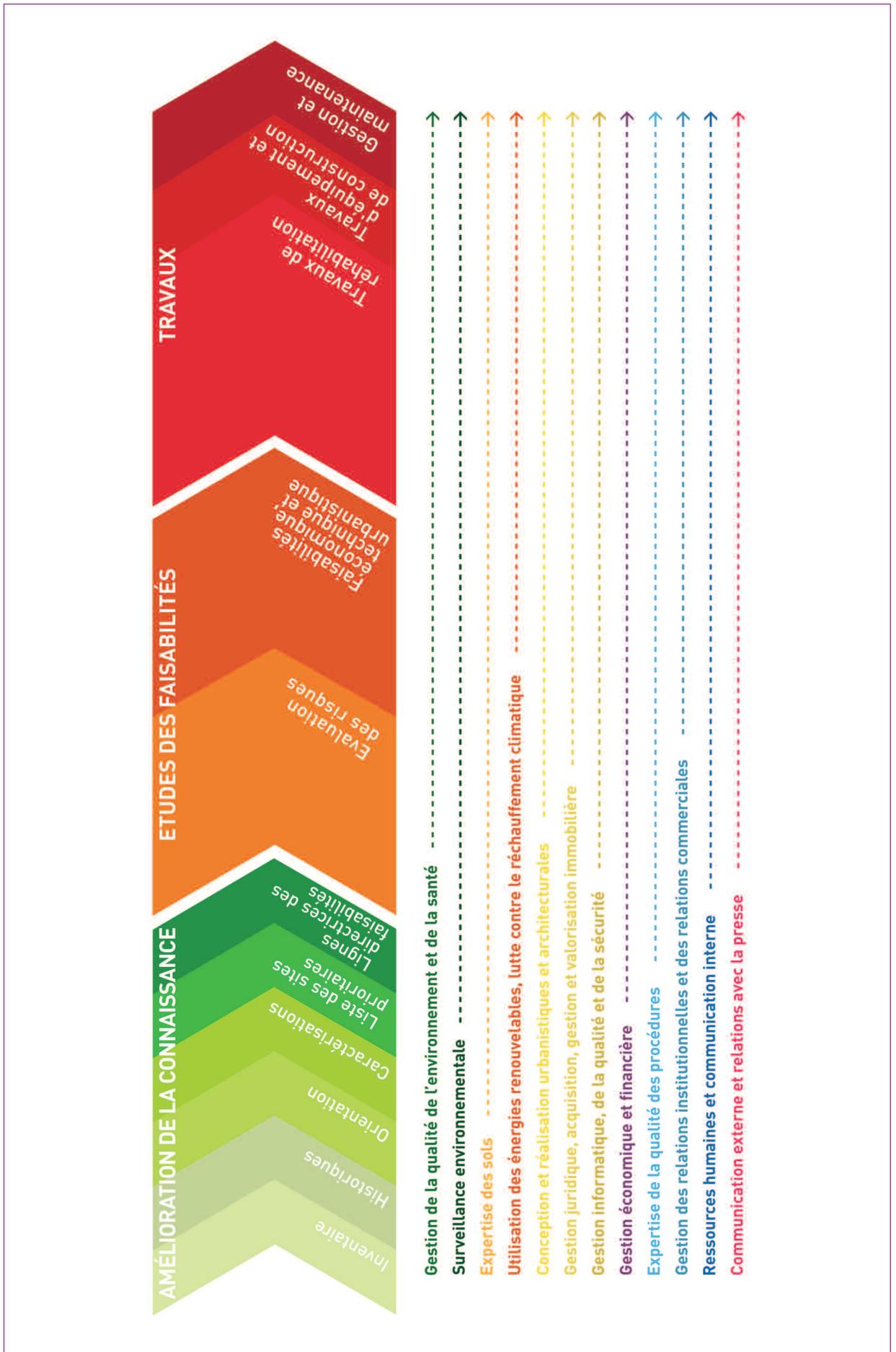
"Seule l'expertise scientifique guide les décisions et les orientations de SPAQuE."

Chaîne des valeurs

La chaîne des valeurs de la société énumère, de manière séquentielle, les activités scientifiques et techniques de notre chaîne de production, tout en intégrant les autres activités scientifiques et techniques transversales. Ensemble, elles permettent d'optimiser une réhabilitation en se fondant sur l'expertise et sur la connaissance.



Un complexe commercial est en construction sur le site "Tubize Plastics" à Tubize, réhabilité par SPAQuE.



Elaboration de l'inventaire des sites potentiellement pollués
Historiques des activités sur les sites potentiellement pollués, décharges, sites industriels et autres
Investigations d'orientation des sites potentiellement pollués, décharges, sites industriels et autres
Investigations des caractérisations environnementale et urbanistique
Elaboration au minimum annuelle de la liste des sites prioritaires devant faire l'objet d'une réhabilitation
Définition des lignes directrices des faisabilités
Gestion de la qualité de l'environnement et de la santé
Surveillance environnementale des sites de la base de données
Expertise des sols
Evaluation des risques
Etudes des faisabilités économique, technique et urbanistique
Utilisation des énergies renouvelables et lutte contre le réchauffement climatique
Travaux de réhabilitation
Travaux d'équipement et de construction
Gestion et maintenance des sites réhabilités
Conception et réalisation urbanistiques et architecturales
Gestion juridique, acquisition, gestion et valorisation immobilière
Gestion informatique, de la qualité et de la sécurité
Gestion économique et financière
Expertise de la qualité des procédures
Gestion des relations institutionnelles et des relations commerciales
Ressources humaines et communication interne
Communication externe et relations avec la presse

Composition des Conseil d'Administration, Comité d'Orientation, Comité de Direction et Comité de Gestion

Le Conseil d'Administration

Monsieur **Vincent BOURLARD**
Président

Monsieur **Eric PONCIN**
Vice-Président

Monsieur **Philippe ADAM**
Administrateur Directeur

Madame **Anne POUTRAIN**
Administrateur

Madame **Martine GILLET**
Administrateur

Madame **Diana NIKOLIC**
Administrateur

Monsieur **Philippe MIGNON**
Administrateur

Monsieur **Jean-François BREUER**
Administrateur

Monsieur **Emmanuel SERUSIAUX**
Administrateur

Monsieur **Michel FIRKET**
Administrateur

Monsieur **Jean-Pol LEBRUN**
Administrateur

Monsieur **Alain DE ROOVER**
Administrateur

Monsieur **Marc DARVILLE**
Administrateur

Monsieur **Edmond ANGENOT**
Administrateur

Madame **Christine GOISET**
Commissaire du Gouvernement wallon
(→ 01/05/2009)

Monsieur **Thierry VAN DOREN**
Commissaire du Gouvernement wallon
(→ 30/06/2009)

Monsieur **Denis SYBILLE**
Commissaire du Gouvernement wallon
(27/05/2009 → 21/12/2009)

Madame **Julie PATTE**
Commissaire du Gouvernement wallon
(21/12/2009 →)

Monsieur **Hubert BEDORET**
Commissaire du Gouvernement wallon
(21/12/2009 →)

Madame **Sophie al ASSOUAD**
Secrétaire

Le Comité d'Orientation

Monsieur **Vincent BOURLARD**
Président

Monsieur **Eric PONCIN**
Vice-Président

Monsieur **Philippe ADAM**
Administrateur Directeur

Madame **Dominique DEFRISE**
Interrégionale wallonne – FGTB (→ 30/09/2009)

Monsieur **Thierry BODSON**
Interrégionale wallonne – FGTB (01/04/2009 →)

Monsieur **Michel MATHY**
Interrégionale wallonne – FGTB (01/10/2009 →)

Monsieur **Robert VERTENEUIL**
Secrétaire régional FGTB

Monsieur **Marc LINCE**
Secrétaire général du SETCa Liège

Monsieur **Jehan DECROP**
CSC – Service Etudes

Monsieur **Fernand ANTONIOLI**
CSC – Service Etudes

Madame **Josée PIRSON**
Secrétaire

Le Comité de Direction

Monsieur **Vincent BOURLARD**
Président

Monsieur **Eric PONCIN**
Vice-Président

Monsieur **Philippe ADAM**
Administrateur Directeur

Monsieur **Pol JACQUEMART**
Operations manager

Madame **Josée PIRSON**
Secrétaire

Le Comité de Gestion

Monsieur **Philippe ADAM**
Président

Monsieur **Pol JACQUEMART**
Vice-Président

Madame **Sophie al ASSOUAD**
Senior manager

Monsieur **Pierre EYEN**
Senior manager

Monsieur **André LOX**
Senior manager

Monsieur **Philippe SCAUFLAIRE**
Senior manager

Monsieur **Philippe THIRY**
Senior manager

Madame **Sandrine GERLACHE**
Secrétaire

Structure

Direction générale des départements et des services spécifiques

Ph. ADAM

Service de la communication externe et des relations avec la presse

J.-F. DELIEGE

Direction des départements techniques, du service technico-commercial et des services spécifiques

P. JACQUEMART

Service technico-commercial

C. NECULAU

Département de l'amélioration de la connaissance des sites pollués

Ph. SCAUFLAIRE

Service de l'acquisition de la connaissance des sites potentiellement pollués

Ph. TOMSIN

Service des investigations d'orientation et des caractérisations

D. LEONARD

Service de l'étude des impacts des sites pollués sur la santé et de la surveillance environnementale

P. DUQUESNE

Département des études des faisabilités, des énergies renouvelables et de l'évaluation des risques

A. LOX

Service des études des faisabilités économique, technique et urbanistique et des énergies renouvelables

V. VANDENHEEDE

Département de la conception et de la réalisation des travaux de réhabilitation, d'équipement et de construction et de la gestion des sites réhabilités

Ph. THIRY

Service de la conception et de la réalisation des travaux de réhabilitation

T. NAMECHE

Département de la gestion urbanistique, juridique, immobilière et de l'informatique

S. al ASSOUAD

Service de la gestion juridique, immobilière et documentaire

E. COLLA

Service de la gestion des réseaux informatiques

J.-L. LOWARD

Département financier : achats, comptabilité et études économiques

P. EYEN

Service des achats et des études économiques

S. STEVENART

Membres du personnel au 31 décembre 2009







Francine DANHIER



Nicolas REGINSTER



Christel TALBOT



Carole PAILLOT



Patrick MACHIELS



Alexandre BERNIER



Caroline LHOEST



Sébastien KISS



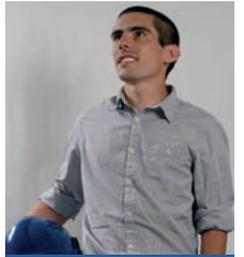
Jean-Frédéric DELIEGE



Sandrine GERLACHE



Julie LECLERCQ



Sébastien RABOLLI



Joël PRIVOT



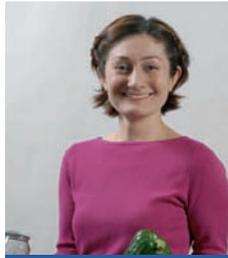
Nathalie LEMAIRE



Philippe MATHIEU



Christophe COLLETTE



Marie JAILLER



Charlotte LENOIR



Vincent de LAME



Virginie LANSIVAL



Christine GOISET



Patricia DUQUESNE



Vincent VANDENHEEDE



Pierrette DESCAMPS



Claudia NECULAU



Carol SACCARO



Pierre EYEN



Fabienne NEUVILLE

Quelque nonante personnes travaillent, aujourd'hui, dans l'entreprise. Des ingénieurs aux chimistes en passant, entre autres, par les biologistes, les architectes, les urbanistes ou les juristes, ils font de SPAQuE, l'expert de la Wallonie en matière de réhabilitation de friches industrielles et de décharges.



*Au travers, notamment, de
ses filiales, ici le Triage-Lavoir
du Centre à Binche, l'entreprise
s'impose comme un acteur à
part entière du développement
économique de la Wallonie.*



PARTIE II

Un acteur du développement économique de la Wallonie

Au fil des ans, SPAQuE est devenue un acteur important du monde économique wallon. Au cours de ses dix-neuf années d'existence, elle a pu contribuer à l'activité de nombreuses entreprises qui ont travaillé, sous son contrôle, sur les friches industrielles et les décharges qu'elle réhabilite.

Durant cette période, ce sont 290 millions d'euros que SPAQuE a redistribué dans des secteurs aussi divers que les entreprises de génie civil, les centres de traitement des déchets, les bureaux d'étude, les bureaux d'expertise, les laboratoires d'analyses, sans oublier de nombreux autres sous-traitants.

Dans le même temps, SPAQuE s'est également positionnée en tant qu'acteur du développement économique de la Wallonie par le biais de ses treize filiales. Sept de ces filiales constituent un pôle de sociétés dont le métier concerne la collecte, le traitement et le recyclage de déchets inertes et de construction. A travers elles, SPAQuE est impliquée dans la gestion d'une quinzaine de centres de traitement et de valorisation de ce type de déchets, répartis dans toute la Wallonie.

Dans ce pôle, RECYNAM, RECYHOC, RECYLIEGE, RECYMEX et VALOREM sont des sociétés mixtes public/privé dont SPAQuE détient plus de vingt-cinq pourcents des parts pour le compte de la Région wallonne. Ces cinq sociétés de recyclage ont traité, en 2009, 557.000 tonnes de déchets, ce qui représente un chiffre d'affaires de 8.124.894 €.

Parallèlement à ce groupe de sociétés spécialisées dans le traitement et le recyclage de déchets, SPAQuE possède des participations dans d'autres sociétés spécialisées du secteur de l'environnement. Elle est ainsi, notamment, actionnaire de SEDISOL, la société en charge du traitement des boues de dragage provenant des voies navigables wallonnes.

Enfin, SPAQuE possède deux filiales dont elle est actionnaire à cent pourcents : GEPART et SILYA.

Dans les pages qui suivent, on trouvera une brève description de chacune de ses filiales, accompagnée des données financières essentielles s'y rapportant.

Un acteur économique wallon

Au cours de ses dix-neuf années d'existence SPAQuE a redistribué

290 millions d'euros

essentiellement dans le cadre des marchés publics qu'elle a initiés

et des conventions passées avec les entreprises.

Les montants redistribués par SPAQuE se répartissent en quatre catégories :

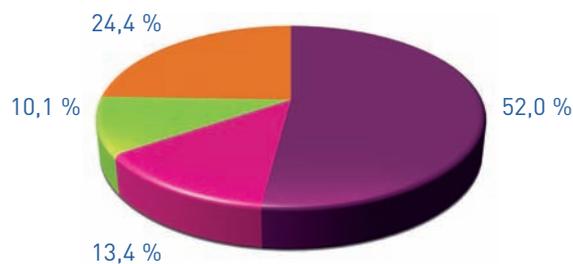
Catégorie 1 : Entreprises de génie civil ou du secteur du traitement et du recyclage des déchets

Catégorie 2 : Bureaux d'étude et bureaux d'expertise

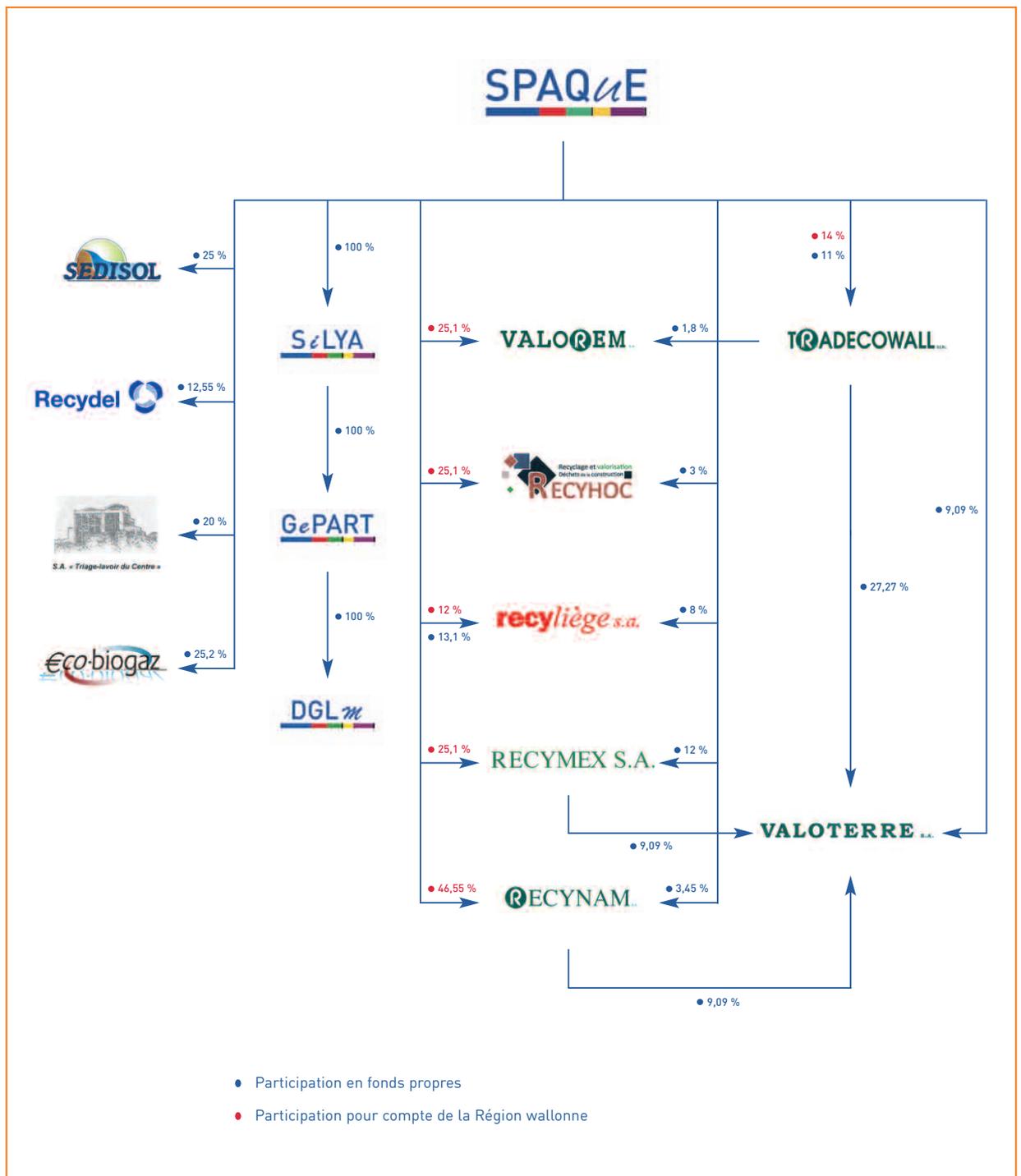
Catégorie 3 : Sous-traitance

Catégorie 4 : Autres

Les 290 millions se répartissent de la sorte :



L'organigramme des filiales





Statuts

Date de publication : 21 mars 1991

Activités

TRADECOWALL pour TRAitement des DEchets de la COstruction en WALLonie. Cette société a pour objet la collecte, le traitement et la vente de déchets de la construction en Wallonie et met en œuvre :

- des politiques de gestion des déchets de construction et de démolition produits en Région wallonne ;
- des solutions pratiques et fiables relatives à l'élimination des déchets inertes et des terres de déblai excédentaires provenant de chantiers de construction et de démolition ;
- des procédés et filières de valorisation de ces mêmes déchets.

Siège social

Avenue de La Plante, 22 – 5000 Namur

Sites d'exploitations

- TDW Ciney (Achène)
- TDW Mornimont
- TDW CET Braine-le-Comte (Marouset)
- TDW Saint-Denis/Obourg
- TDW Saint-Ghislain
- TDW Farciennes
- TDW Bastogne
- TDW Fleurus
- TDW Oupeye
- TDW Maisière (Mons)

Actionnariat au 31 décembre 2009

Capital 694.098 €

1.120 parts détenues par différents coopérateurs et notamment :

SPAQuE SA (pour le compte de la Région wallonne)	14,00 %
SPAQuE SA	11,00 %
DE KOCK WAVRE	12,00 %

Administrateurs au 31 décembre 2009

- DHERTE André,
Président du Conseil d'Administration
- JEROUVILLE Natacha
- LEGRAND Christian,
Vice-Président du Conseil d'Administration
- LEGROS Jean
- MOREAU Christian,
Vice-Président du Conseil d'Administration
- MATHIEU Jean-Claude
- Direction générale de l'Aménagement du territoire
(DGATLP), représentée par DACHOUFFE Michel
- MELIN Pierre-Marie
- Région wallonne-Ministère de l'Équipement et
du Transport, représentée par DE SMET Dirk
- NOEL Bernard
- Direction générale des Pouvoirs locaux (DGPL),
représentée par ROBERT Philippe
- POLLET Valérie
- DGL Maintenance SA,
représentée par STEVENART Stéphanie
- REGNIER Marc
- GEPART SA,
représentée par EYEN Pierre
- REYGAERTS Pascal
- ARGELES Aymé
- WILMOTTE Pierre
- CARNOY Francis
- CORNEZ Bernard
- GERARD Arnold
- GHEYSENS Jacques
- HAULOTTE William

Commissaire

SCPRL LAMBOTTE & MONSIEUR,
représentée par Murielle MONSIEUR

Personnel

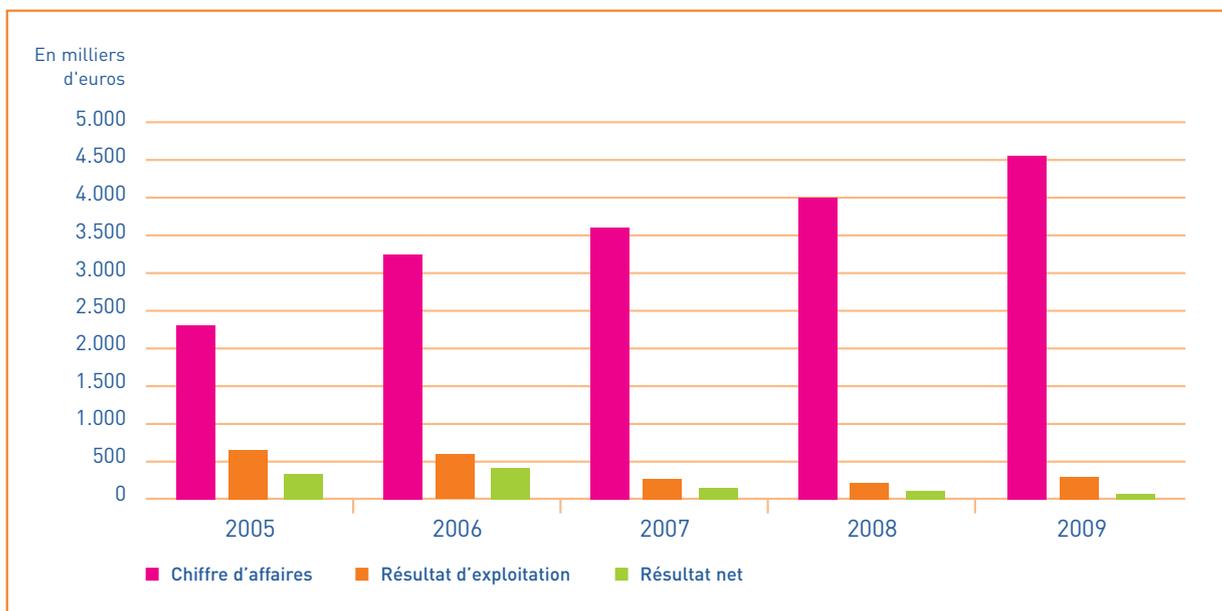
19 (13 employés et 6 ouvriers)

Au 31 décembre 2009, TRADECOWALL détient des participations dans les sociétés suivantes :

	Participation	Fonds propres au 31/12/2009	Résultat net 2009
TRADECOLIEGE SCRL	26,74 %	315.650	23.237
TRADECOHAINAUT SCRL	75,58 %	15.000	- 1.111
VALOREM SA	1,80 %	952.374	62.579
RECYNAM SA	3,45 %	1.203.184	170.170
RECYMEX SA	12,00 %	1.206.144	123.155
RECYHOC SA	3,00 %	2.088.768	56.906
TRAIDEC SA	3,03 %	20.273	229
IMMOBILIERE TRADECOWALL SA	18,18 %	483.562	17.543
SOL & VAL SA	3,38 %	2.059.130	121.831
VALOTERRE SA	27,27 %	359.947	- 13.285
RECYLIEGE SA	5,07 %	1.249.133	206.830
CARRIERES DE SILEX DU VERSANT DE MAISIERES SA	48,00 %	109.122	47.005
BARIUM MINERALS INC.	99,9 %	603.517	195.284

Evolution du résultat

	2005	2006	2007	2008	2009
Chiffre d'affaires	2.289.250	3.221.904	3.618.673	4.003.816	4.560.034
Résultat d'exploitation	642.059	568.639	352.545	289.675	386.578
Résultat net	408.075	469.473	162.524	159.962	124.779



La société génère un chiffre d'affaires de 4.560.034 €, soit près de 14 % de croissance par rapport à l'exercice précédent.

L'exercice est clôturé par un bénéfice de 124.779 € dont 112.500 € sont transférés aux réserves immunisées suite à une nouvelle opération de Tax Shelter. Compte tenu du résultat reporté de l'exercice précédent, le bénéfice à affecter s'élève à 1.251.493 € affectés à la réserve disponible pour 1.250.000 € ; le solde étant reporté.

Développement de l'activité

La valorisation des terres et le recyclage des déchets inertes représentent une alternative crédible à de l'enfouissement technique en CET de classe III.

En cela, TRADECOWALL respecte et même anticipe clairement les objectifs du Plan wallon des déchets Horizon 2010.

Pour autant qu'on assure le développement technique du traitement des déchets de construction ainsi que le développement réaliste des utilisations de tous ces matériaux, l'objectif que le groupe TRADECOWALL s'est fixé sera atteint : "les déchets inertes ne seront plus jamais ultimes".



Le site "TRADECOWALL" à Oupeye.



Statuts

Date de publication : 20 janvier 2001

Activités

ECO-BIOGAZ a pour objet la commercialisation, au niveau national et international, d'un brevet détenu par SPAQuE. Ce brevet porte sur un procédé d'extraction dynamique et automatisé du biogaz de décharge. Il permet, par la prise en compte des conditions atmosphériques de pression, de réduire sensiblement les pertes de biogaz tout en permettant une stabilisation de sa richesse en méthane du biogaz.

Siège social

Avenue Jean Mermoz, 3 – 6041Gosselies

Actionnariat au 31 décembre 2009

Capital souscrit	123.000 €	
Actionnaires		
ECOTERRES SA	82.000 €	66,67 %
SPAQuE SA	31.000 €	25,20 %
ECOTECH FINANCES SA	10.000 €	8,13 %
	123.000 €	100,00 %

Administrateurs au 31 décembre 2009

- ECOTECH FINANCES SA,
représentée par SAVONET Michel,
Président du Conseil d'Administration
- SAMANDA SA,
représentée par FABRY Karine
- GEPART SA,
représentée par JACQUEMART Pol
- SILYA SA,
représentée par LOX André
- BERNARD Alain
- DROUSIE Denis

Personnel

Néant

**Aperçu schématique du bilan
au 31 décembre 2009**

L'actif du bilan est principalement composé de disponibilités et le passif de fonds propres. Les dettes à court terme représentent les dettes à payer pour les frais de structure de la société.

L'exercice se clôture par un bénéfice de 26,86 €.





Statuts

Date de publication : 30 octobre 2001

Date de dernière modification : 10 avril 2006

Activités

RECYDEL a pour objet la reprise, l'achat, la vente, le tri, le recyclage, la valorisation et l'élimination des déchets d'équipements électriques, électroniques et connexes, en provenance des activités industrielle ménagère, ainsi que des résidus résultant de l'activité de démantèlement.

RECYDEL exerce principalement trois activités :

- le démantèlement et le traitement d'appareils électriques et électroniques (ligne "bruns") ;
- le traitement et le broyage des appareils de réfrigération (ligne "frigos") ;
- la dépollution en amont de la ligne "bruns" des appareils électriques et électroniques, reçus de RECUPEL, appelée ligne "dépollution".

Siège social

Rue Werihet, 72 – 4020 Liège

Siège d'exploitation

Rue Werihet, 72 – 4020 Liège

Actionnariat au 31 décembre 2009

Capital souscrit	2.500.000 €	
<hr/>		
Actionnaires		
SPAQuE SA	313.750 €	12,55 %
INTRADEL SCRL	186.250 €	7,45 %
VAN GANSEWINKEL SA	2.000.000 €	80,00 %
	<hr/>	
	2.500.000 €	100,00 %

Administrateurs au 31 décembre 2009

- INTRADEL SCRL,
représentée par CROUGHS Roger
- NV VAN GANSEWINKEL,
représentée par DECALUWE Philippe
- VAN GANSEWINKEL BELGIË SA,
représentée par SONDAG Ruud
- GEPART SA,
représentée par JACQUEMART Pol
- DGL MAINTENANCE SA,
représentée par EYEN Pierre
- SILYA SA,
représentée par al ASSOUD Sophie
- GARDIER Charles
- GOVAERTS Mark
- LUCA Yves
- VAN LITH Nico
- VAN'T GELOOF Willem

Commissaire

SCPRL DELBROUCK, CAMMARATA, GILLES ET ASSOCIES,
représentée par GILLES Christelle et CAMMARATA Patrick

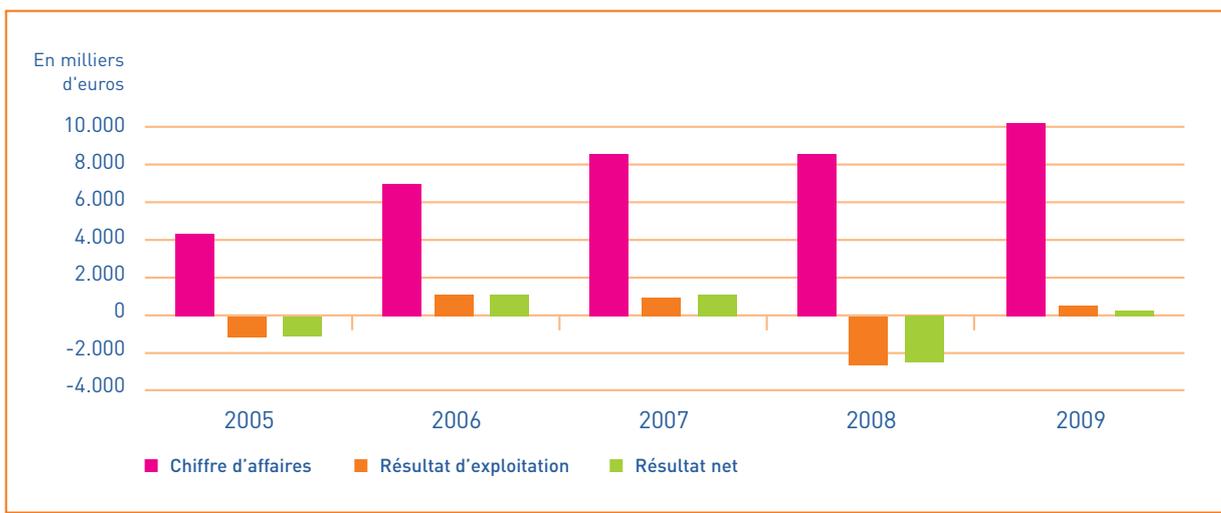
Personnel

21 (4 employés et 17 ouvriers)



Evolution du résultat

	2005	2006	2007	2008	2009
Chiffre d'affaires	4.316.890	6.926.082	8.536.039	8.430.701	8.105.791
Résultat d'exploitation	- 1.034.775	1.264.405	1.120.398	- 2.571.754	494.838
Résultat net	- 959.356	1.280.822	1.287.650	- 2.479.417	239.299



Le chiffre d'affaires de RECYDEL diminue de presque 4 % par rapport à l'année précédente. L'exercice se clôture toutefois par un bénéfice de 239.299 € grâce à l'amélioration du prix des métaux ferreux et non ferreux en 2009 et le respect des quantités de production budgétées.

Cependant, ce résultat n'est pas suffisant pour apurer l'importante perte exceptionnelle subie l'année passée consécutive à l'incendie et à la chute drastique du cours des matières premières en octobre/novembre 2008. Dès lors, le bilan de RECYDEL fait apparaître, pour la seconde année consécutive, une perte reportée de 885.411 € contre 1.124.710 € en 2008.

Toutefois, le budget 2010 prévoit un résultat similaire à celui de 2009, soit +/- 375.000 € de bénéfice. De plus, la société bénéficie d'un contrat de 3 ans (2009-2012) avec RECUPEL pour la dépollution de 270.000 frigos par an. Une nouvelle installation a d'ailleurs été construite en lieu et place de l'ancienne afin de tripler la capacité de traitement.


 The logo for Silya features the word "Silya" in a blue, sans-serif font. Below the letters "i" and "l" is a horizontal bar composed of several colored segments: blue, red, green, yellow, and purple.

Statuts

Date de publication : 11 juillet 2002

Activités

SILYA a pour objet la conduite, la maintenance et la télésurveillance de toute installation de traitement de biogaz, de valorisation énergétique, de traitement des résidus d'exploitation, de décontamination et de monitoring pour le gaz, les liquides et les matières solides, ainsi que la gestion et la maintenance de toute installation de production d'énergie.

Siège social

Boulevard d'Avroy, 38 – 4000 Liège

Actionnariat au 31 décembre 2009

Capital souscrit	250.000 €
<hr/>	
Actionnaires	
SPAQuE SA	250.000 €
	100,00 %

Actionnaires

Administrateurs au 31 décembre 2009

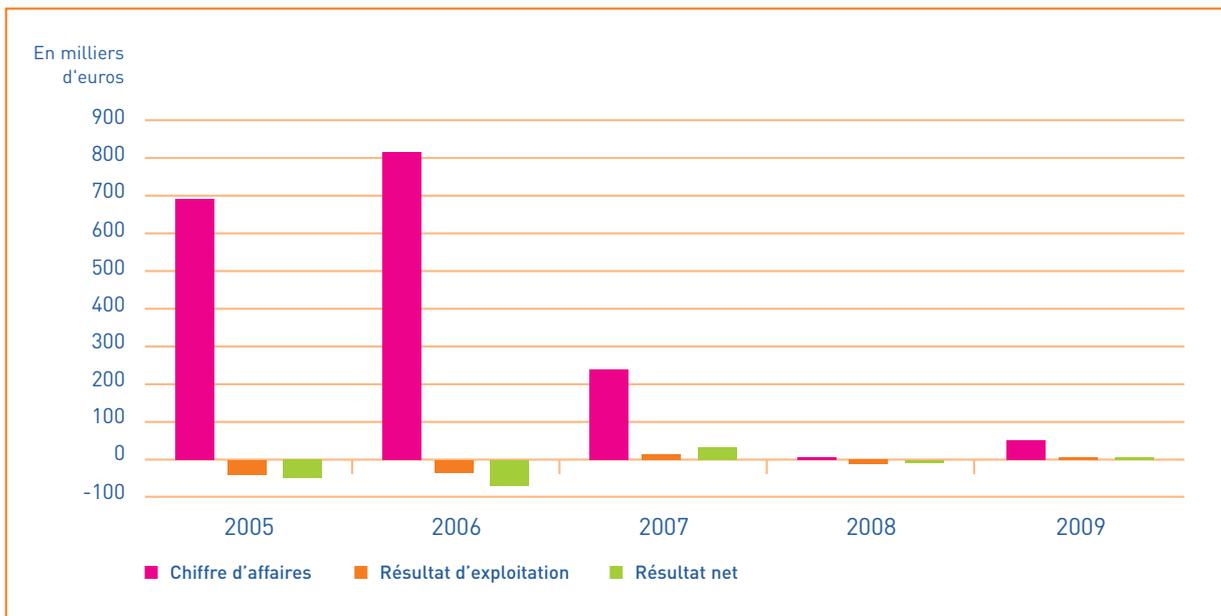
- ADAM Philippe,
Président du Conseil d'Administration
- GEPART SA,
représentée par JACQUEMART Pol
- DGL MAINTENANCE SA,
représentée par al ASSOUAD Sophie
- THIRY Philippe

Personnel

Néant

Evolution du résultat

	2005	2006	2007	2008	2009
Chiffre d'affaires	696.208	817.546	232.171	0	53.183
Résultat d'exploitation	- 38.670	- 35.021	15.861	- 4.400	2.641
Résultat net	- 44.498	- 71.280	31.151	- 1.440	2.909



L'activité de SILYA est faible avec un chiffre d'affaires de 53.183 €.

Les créances commerciales sont principalement constituées par des factures à établir. Les valeurs disponibles sont en augmentation suite à la légère reprise des activités.

L'exercice dégage un bénéfice de 2.909 €.





S.A. « Triage-lavoir du Centre »

Statuts

Date de publication : 10 juin 2003

Activités

“Triage-Lavoir” a pour objet la réhabilitation du site dit “Lavoir du Centre” et plus spécialement, sa restauration en vue de sa vente ultérieure ou de sa mise à disposition sous quelque forme que ce soit.

Siège social

Rue de Nimy, 53 – 7000 Mons

Actionnariat au 31 décembre 2009

Capital souscrit 1.250.000 €

Actionnaires

INSTITUT DU PATRIMOINE WALLON (IPW)	250.000 €	20,00 %
IMMOCITA SA	250.000 €	20,00 %
TPF SA	250.000 €	20,00 %
SPAQuE SA	250.000 €	20,00 %
IDEA SCRL	250.000 €	20,00 %
	1.250.000 €	100,00 %

Administrateurs au 31 décembre 2009

- TPF, représentée par SPITAELS Thomas, Administrateur délégué
- INSTITUT DU PATRIMOINE WALLON, représenté par JORIS Freddy
- SAMANDA SA, représentée par FABRY Karine
- SPARAXIS SA, représentée par DURAY Jean-Pierre
- TPF-ENGINEERING, représentée par DEBECQUEVORT Philippe

- GEPART SA,
représentée par EYEN Pierre
- SILYA SA,
représentée par JACQUEMART Pol
- DECAMPS Caroline
- ESCARMELE Jean-François
- JORIS Freddy
- VERLAINE André
- LAURENT Christian,
Commissaire du Gouvernement
- BLAIVIE Georget,
Commissaire du Gouvernement

Commissaires

- BDO ATRIO DELVAUX, FRONVILLE, SERVAIS
ET ASSOCIES SCPL,
représentée par DELVAUX Gérard
- RSM INTERAUDIT,
représentée par LEJUSTE Thierry

Evolution du résultat

Les travaux de réhabilitation à charge de l'exercice 2009 se sont élevés à 1.011.274 €. Conformément aux règles d'évaluation, ceux-ci ont été activés.

Les subventions reçues (4.675.721 €) ou à recevoir font partie intégrante du prix de revient, raison pour laquelle elles sont portées en diminution du coût des travaux.

L'exercice 2009 fait apparaître une perte de l'exercice de 126.000 €, contre 124.000 € en 2008.

Il est à noter que, malgré les pertes accumulées au cours des années antérieures qui affectent la situation financière de la société, les comptes annuels sont établis en supposant la poursuite des activités de la société. L'application des règles d'évaluation appropriées à la perspective de continuité d'exploitation se justifie par le fait que les pertes sont essentiellement dues aux frais généraux non imputables au projet. Compte tenu de la nature des dettes à court terme, la société ne souffre pas de problème structurel.



Le bâtiment du "Triage-Lavoir du Centre", à Binche, restauré.



Statuts

Date de publication : 25 janvier 2005

Date de dernière modification : 2 avril 2010

Activités

GEPART a pour objet la mise en œuvre des décisions d'intervention telles qu'arrêtées par son actionnariat dans des sociétés commerciales ou à forme commerciale et la gestion des participations, obligations, avances ou intérêts que SPAQuE, ou elle-même, détiennent ou viendraient à détenir.

En date du 2 avril 2010, l'Assemblée générale extraordinaire a décidé d'ajouter, à l'objet social de la société, le paragraphe suivant : "La société a également pour objet toutes les activités liées à la réhabilitation des friches et décharges."

Siège social

Boulevard d'Avroy, 38 – 4000 Liège

Actionnariat au 31 décembre 2009

Capital souscrit 125.000 €

Actionnaires

SPAQuE SA	125.000 €	100,00 %
-----------	-----------	----------

Administrateurs au 31 décembre 2009

- ADAM Philippe,
Président du Conseil d'Administration
- al ASSOUAD Sophie
- EYEN Pierre
- JACQUEMART Pol
- LOX André
- SCAUFLAIRE Philippe
- THIRY Philippe

Commentaire sur le bilan au 31 décembre 2009 Evolution du résultat

L'actif de la société est essentiellement constitué de placements de trésorerie (40.000 €) et de valeurs disponibles (76.112 €). Le passif est constitué de fonds propres (113.773 €) et de dettes à court terme (2.720 €).

Aucun chiffre d'affaires n'a été dégagé en 2009.

L'exercice 2009 se clôture par une perte de 955 € (due principalement aux charges de structure et aux taxes) ; ce qui porte la perte à reporter à 11.227 €.

L'application des règles comptables de continuité se justifie par le fait que les liquidités sont suffisantes, qu'elles garantissent la pérennité de l'entreprise mais également par le fait que la société dispose du soutien des sociétés du groupe.

VALOTERRE S.A.

Statuts

Date de publication : 30 mai 2006

Activités

VALOTERRE réalise des opérations de recyclage, de valorisation et de réutilisation de terres et de matériaux de déblais sains ou décontaminés, provenant des activités de construction et de démolition, ainsi que les opérations de commercialisation de ses produits ou services.

Siège social

Rue de la Plante, 22 – 5000 Namur

Actionnariat au 31 décembre 2009

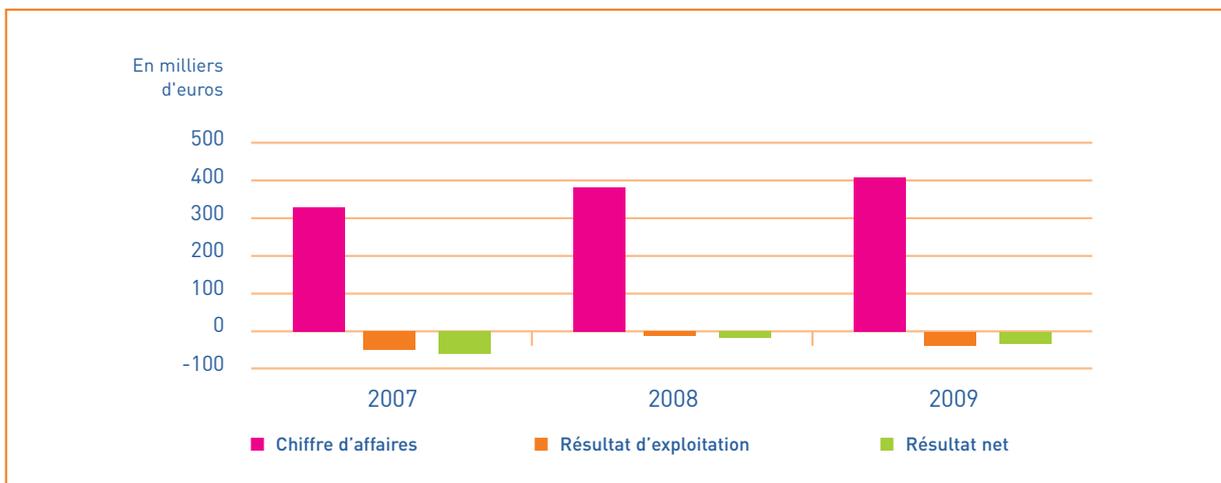
Capital souscrit 660.000 €		
Actionnaires		
RECYNAM SA	60.000 €	9,09 %
RECYMEX SA	60.000 €	9,09 %
CARMEUSE SA	60.000 €	9,09 %
ENTREPRISES JOSEPH MATHIEU SA	60.000 €	9,09 %
ENVISAN INTERNATIONAL SA	60.000 €	9,09 %
RECYMO SA	60.000 €	9,09 %
SPAQuE SA	60.000 €	9,09 %
TALMA ENTRETAL SA	60.000 €	9,09 %
TRADECOWALL SCRL	180.000 €	27,27 %
	660.000 €	100,00 %

Administrateurs au 31 décembre 2009

- DHERTE André,
Président du Conseil d'Administration
- GODEFROID Serge
- JAVAUX Jean-Denis
- MATHIEU Jean-Claude
- REYGAERTS Pascal
- VERSCHUERE Luc
- TRADECOWALL SCRL,
représentée par REGNIER Marc
- GEPART SA,
représentée par SCAUFLAIRE Philippe
- RECYMEX SA,
représentée par LIMBORT-LANGENDRIES Pierre
- RECYNAM SA,
représentée par NOEL Bernard
- ENVISAN INTERNATIONAL SA,
représentée par DAWIR Maxime

Evolution du résultat

En milliers d'euros	2007	2008	2009
Chiffre d'affaires	321	391	404
Résultat d'exploitation	- 48	- 11	- 37
Résultat net	- 56	- 13	- 34



L'exercice 2009 se clôture avec un chiffre d'affaires de 403.668 €, soit une progression d'un peu plus de 3 %.

Les charges salariales restent sous contrôle.

Cependant, les charges d'exploitation augmentent de manière plus importante que le chiffre d'affaires, cela explique une diminution de la valeur ajoutée ainsi que de l'excédent brut d'exploitation.

L'exercice se solde par une perte de 34.372 € qu'il a été proposé de reporter.

RECYMEX S.A.

Statuts

Date de publication : décembre 1995

Activités

RECYMEX est une société mixte publique/privée créée à l'initiative de la Région wallonne. RECYMEX est un centre de recyclage de déchets inertes. Cette société récupère les déchets inertes, les recycle et leur propose une seconde vie.

Siège social

Boulevard Mayence, 1 – 6000 Charleroi

Sièges d'exploitation

- 1) Parc industriel de Ghlin Baudour Sud, Rue des Roseaux – 7331 Saint-Ghislain
- 2) Rue Sambre et Moselle – 6200 Chatelineau
- 3) PAC - Dria - Route industrielle – 6240 Farciennes

Actionnariat au 31 décembre 2009

Capital souscrit 991.574 €		
Actionnaires		
ICDI	114.031 €	11,50 %
IDEA HENNUYERES SC	132.871 €	13,40 %
IGRETEC SC	44.621 €	4,50 %
KOECKELBERG SA	69.410 €	7,00 %
SITA SA	114.031 €	11,50 %
SPAQuE SA (pour compte de la Région wallonne)	248.885 €	25,10 %
TRADECOWALL SC	118.989 €	12,00 %
WANTY SA	148.736 €	15,00 %
	991.574 €	100,00 %

Administrateurs au 31 décembre 2009

- DHERTE André,
Président du Conseil d'Administration
- IDEA SC,
représentée par LEROY Stéphane
- TRADECOWALL SCRL,
représentée par REGNIER Marc
- SILYA SA,
représentée par JACQUEMART Pol
- GEPART SA,
représentée par EYEN Pierre
- BOUCHAT Olivier
- GERARD Arnold
- KOECKELBERG Bonfils
- LIENARD Olivier
- LIMBORT-LANGENDRIES Pierre
- TRODOUX Eric
- WANTY Christophe
- WANTY Michel

Commissaire

SCPRL LAMBOTTE & MONSIEUR,
représentée par Murielle MONSIEUR

Personnel

10 (7 ouvriers et 3 employés)

Evolution du résultat

	2005	2006	2007	2008	2009
Chiffre d'affaires	942.625	1.372.226	1.827.123	2.703.109	2.484.865
Résultat d'exploitation	68.441	34.756	69.296	174.399	48.651
Résultat net	27.211	31.724	68.343	123.155	69.139

Le chiffre d'affaires 2009 baisse de 8 % par rapport à 2008. La consommation intermédiaire et les charges exceptionnelles suivent la même tendance.

L'exercice se clôture par un bénéfice de 69.139 €. Compte tenu du bénéfice reporté de l'exercice précédent, le bénéfice à affecter s'élève à 76.425 €.

Le résultat d'exploitation diminue de près de 72 % par rapport à l'exercice précédent.

Bien que les charges d'exploitation soient également en recul, le chiffre d'affaires a baissé de manière plus importante que ces dernières ; ceci explique l'importante baisse du résultat d'exploitation.

Développement de l'activité

La plate-forme de Châtelet a été abandonnée au profit de celle de Farciennes Dria fin septembre 2009. Le permis de réaménagement de Châtelet a été refusé en fin d'exercice, pour cause administrative, et la demande sera réintroduite dans les formes demandées par l'Administration.

Durant cette année, les aménagements d'extension se sont poursuivis sur le site de Saint-Ghislain.

La société reste attentive aux adaptations et/ou évolutions législatives en matière de déchets de construction ainsi qu'aux dispositions d'utilisation des granulats recyclés défendues par l'organisation professionnelle des recycleurs.

De plus, la société soutient et développe une politique de qualité (marque CE) dont le niveau d'exigence relève du nouveau RW 99-2009.



Statuts

Date publication : juillet 1995

Dernière modification (augmentation de capital) :
septembre 2006

Activités

RECYLIEGE est une société mixte publique/privée créée à l'initiative de la Région wallonne. RECYLIEGE est un centre de recyclage de déchets inertes. Il récupère les déchets inertes, les recycle et leur propose une seconde vie.

Siège social

Galerie de la Sauvenière, 5 – 4000 Liège

Sièges d'exploitation

- 1) Rue de l'Île Monsin, 12 – 4000 Liège
- 2) Chatqueue, Rue du Fort, 601 – 4100 Seraing
- 3) Rue du Fort, 131 – 4632 Cerexhe-Heuseux
- 4) Rue J. Adam, 314 – 4400 Flémalle
- 5) Les Plénesses, Rue de Grondal, s/n –
4890 Thimister-Clermont



Actionnariat au 31 décembre 2009

Capital souscrit 832.000 €		
Actionnaires		
SPAQuE SA (en compte propre)	108.900 €	13,10 %
SPAQuE SA (pour compte de la Région wallonne)	100.400 €	12,10 %
INTRADEL SCRL	206.700 €	24,80 %
TRADECOLIEGE SC	54.400 €	6,50 %
G. BALAES SA	11.200 €	1,30 %
CARRIERES DE RETINNE SPRL	11.200 €	1,30 %
CHENE SA	11.200 €	1,30 %
ETIENNE SA	11.200 €	1,30 %
FERRARI SPRL	11.200 €	1,30 %
GALERE SA	11.200 €	1,30 %
JEROUVILLE SPRL	11.200 €	1,30 %
JOBE SA	11.200 €	1,30 %
COLAS BELGIUM JMV SA	11.200 €	1,30 %
LEGROS SA	11.200 €	1,30 %
MATHIEU SA	11.200 €	1,30 %
PIECK ENTREPRISES SA	11.200 €	1,30 %
THOMASSEN & FILS SPRL	11.200 €	1,30 %
BAGUETTE SA	25.200 €	3,00 %
BONTEM SA	25.200 €	3,00 %
DECOMAT SPRL	25.200 €	3,00 %
GEHLEN SA	25.200 €	3,00 %
LEJEUNE & FILS SA	25.200 €	3,00 %
WILKIN SA	25.200 €	3,00 %
TRADECOWALL SCRL	64.800 €	7,80 %
	832.000 €	100,00 %

Administrateurs au 31 décembre 2009

- INTRADEL SCRL, représentée par CROUGHS Roger
- TRADECOWALL, représentée par REGNIER Marc
- SPAQuE SA, représentée par COLLA Emmanuel
- GEPART SA, représentée par EYEN Pierre
- SILYA SA, représentée par LARBANOIS Nathalie
- AMIEVA ACEBO Raphaël
- BAGUETTE Marcel
- BARTHOLOME Hubert
- DENIS André
- GEHLEN Roger
- LEGROS Jean
- LENZINI Mauro
- MATAGNE Jacques
- MATHIEU Jean-Claude
- THOMASSEN Joseph
- WILMOTTE Pierre

Commissaire

SCPRL VERDIN LEVAUX ET Cie, représentée par CELEN Pascal

Personnel

3 (2 ouvriers et 1 employé)

Evolution du résultat

	2005	2006	2007	2008	2009
Chiffre d'affaires	644.000	751.000	964.000	1.236.000	1.299.596
Résultat d'exploitation	15.653	40.697	- 37.418	191.209	- 1.334
Résultat net	12.661	- 105.028	- 31.820	206.831	- 29.336

Le chiffre d'affaires de RECYLIEGE augmente de 5,15 %. Cette hausse n'est cependant pas suffisante pour pallier la hausse des charges de la consommation intermédiaire (+ 24,4 %), des frais de personnel (+ 69,66 %) ainsi que celle des charges financières (+ 19,74 %). Ceci explique le résultat négatif de cette année. L'exercice 2009 se solde par une perte de 29.336 €.

Développement de l'activité

L'activité de recyclage aux Sablières de Rossart à Flémalle se développe en collaboration avec la société SIDECO.

L'activité du centre des Plénesses a démarré en 2008 et se poursuit en 2009.

La société soutient et développe une politique de qualité (marque CE) dont le niveau d'exigence relève du nouveau RW 99-2009.





Statuts

Date de publication : mai 1995

Activités

RECYNAM est une société mixte publique/privée créée à l'initiative de la Région wallonne. RECYNAM est un centre de recyclage de déchets inertes. Il récupère les déchets inertes, les recycle et leur donne une seconde vie.

Siège social

Rue de la Plante, 22 – 5000 Namur

Sièges d'exploitation

- 1) Carrière des Limites, Rue d'Ave – 6920 Ave et Auffe
(centre de tri et de concassage, centre de regroupement)
- 2) Ancienne carrière des Grands Malades, Chemin de Bossimé – 5101 Lives-sur-Meuse

Actionnariat au 31 décembre 2009

Capital souscrit	575.113 €		
Capital non libéré	143.778 €		25,00 %
Actionnaires	Libéré	Non libéré	
SPAQuE SA (pour compte de la Région wallonne)	200.786 €	66.929 €	46,55 %
ARBEL SA	14.881 €	4.958 €	3,45 %
BELLEFLAMME SA/BRASSEUR	14.881 €	4.958 €	3,45 %
COLLETTE & FILS SA	14.881 €	4.958 €	3,45 %
DUBOIS SA/DAWANCE SA	14.881 €	4.958 €	3,45 %
FRATEUR SPRL	14.881 €	4.958 €	3,45 %
BPMN SA	14.881 €	-	2,59 %
LAMBERT SPRL	14.881 €	4.958 €	3,45 %
LAMBRY SA	14.881 €	4.958 €	3,45 %
MELIN SA	7.419 €	-	1,29 %
RECYMO société étrangère	7.419 €	4.958 €	2,15 %
NONET & FILS SA	14.881 €	4.958 €	3,45 %
TRADECOWALL SCRL	14.881 €	4.958 €	3,45 %
CARMEUSE SA	52.192 €	17.353 €	12,09 %
CARRIERE DES LIMITES	14.881 €	4.958 €	3,45 %
GEMOTRA SA	-	4.958 €	0,86 %
	431.507 €	143.778 €	100,00 %

Administrateurs au 31 décembre 2009

- INTRADEL SCRL,
représentée par CROUGHS Roger
- TRADECOWALL SCRL,
représentée par REGNIER Marc,
Président du Conseil d'Administration
et Administrateur délégué
- GEPART SA,
représentée par al ASSOUAD Sophie
- SILYA SA,
représentée par JACQUEMART Pol

- DUBOIS Jean-Marie
- GODEFROID Serge
- NOEL Bernard

Commissaire

SCPRL LAMBOTTE & MONSIEUR,
représentée par Murielle MONSIEUR

Personnel

6 (5 ouvriers et 1 employé)

Evolution du résultat

	2005	2006	2007	2008	2009
Chiffre d'affaires	644.000	751.000	964.000	1.236.000	1.299.596
Résultat d'exploitation	15.653	40.697	- 37.418	191.209	- 1.334
Résultat net	12.661	- 105.028	- 31.820	206.831	- 29.336

Le chiffre d'affaires est en léger recul (- 4 %) pour la première fois depuis 5 ans.

Le résultat net s'élève à 131.423 € en 2009, contre 170.170 € en 2008, soit une diminution de 23 %.





Statuts

Date de première publication : juin 1997

Dernière publication (réduction de capital et conversion du capital en euros) : août 2001

Activités

RECYHOC est une société mixte publique/privée créée à l'initiative de la Région wallonne. RECYHOC est un centre de recyclage de déchets inertes.

Siège social

Rue du Canon, 65 – 7536 Vaulx-lez-Tournai

Siège d'exploitation

Rue du Canon, 65 – 7536 Vaulx-lez-Tournai

Actionnariat au 31 décembre 2009

Capital souscrit 1.980.000 €

Actionnaires

SPAQuE SA (pour compte de la Région wallonne)	496.980 €	25,10 %
HOLCIM GRANULATS SA	471.240 €	23,80 %
TRADECOWALL SCRL	59.400 €	3,00 %
CHAMBRE ROYALE DE LA CONSTRUCTION DU TOURNAISIS	65.340 €	3,30 %
SITA SPRL	396.000 €	20,00 %
INTERCOM- MUNALE DE PROPRETE PUBLIQUE DU HAINAUT OCCIDENTAL	491.040 €	24,80 %
	1.980.000 €	100,00 %

Administrateurs au 31 décembre 2009

- DERTHE André,
Président du Conseil d'Administration
 - DELBAR Gonzague,
Administrateur délégué
 - DGL MAINTENANCE SA,
représentée par de LAME Vincent
 - GEPART SA,
représentée par SCAUFLAIRE Philippe
 - SILYA SA,
représentée par STEVENART Stéphanie
 - DEVEUX Jean-Pierre
 - DEVOS Eddy
 - DUPONT Laurent
 - GERARD Arnold
 - IMBERECHTS Katty
 - JACQMIN Gérard
 - KERKHOVE Jean
 - LECLEF Jean-Louis
 - LEFEVRE Alain
 - REGNIER Marc
 - REMACLE Benoît
 - VANBELLE Jean-Marc
- Commissaire**
FAINGNAERT MALISSE & Co,
représentée par MALISSE Daniel
- Personnel**
4 (3 ouvriers et 1 employé)

Evolution du résultat

	2005	2006	2007	2008	2009
Chiffre d'affaires	894.149	811.833	844.464	887.354	979.413
Résultat d'exploitation	- 191	208	5	- 20	102
Résultat net	- 155	266	65	57	175

Le chiffre d'affaires progresse de 10,37 % par rapport à l'année précédente.

L'augmentation de la consommation intermédiaire et des charges salariales est toutefois compensée par l'importante diminution des amortissements (- 35,33 %).

L'exercice se solde par un bénéfice de 175.329 € qui porte le bénéfice à affecter à 238.932 €, dont 8.766,44 € sont affectés à la réserve légale ; le solde étant transféré en résultat à reporter.





Statuts

Date de publication : 1^{er} décembre 1995

Activités

VALOREM est une société mixte publique/privée créée à l'initiative de la Région wallonne. VALOREM est un centre de recyclage de déchets inertes. Il récupère les déchets inertes et les recycle.

Siège social

Rue des Trois Burettes, 65 – 1435 Mont-Saint-Guibert

Sièges d'exploitation

- 1) Rue des Trois Burettes, 65 – 1435 Mont-Saint-Guibert
- 2) Chaussée de Huy, 290 – 1320 Chaumont Gistoux

Actionnariat au 31 décembre 2009

Capital souscrit 743.681€		
Actionnaires		
SPAQuE SA (pour compte de la Région wallonne)	186.664 €	25,10 %
IBW SA	14.874 €	2,00 %
DE KOCK SA	118.989 €	16,00 %
LES ENTREPRISES MELIN SA	186.664 €	25,10 %
TRADECOWALL SCRL	13.386 €	1,80 %
SOCIETE D'EXPLOITATION DE SABLIERES DE MSG	223.104 €	30,00 %
	743.681 €	100,00 %

Administrateurs au 31 décembre 2009

- TRADECOWALL SCRL,
représentée par REGNIER Marc
- OFFERGELD Etienne
- GEPART SA,
représentée par al ASSOUAD Sophie
- PETROONS Vincent
- BRUNELLE Nathalie
- VERHAEREN Alain
- DAUGE Laurent
- DE KOCK Hugo
- MELIN Pierre-Marie

Commissaire

SCPRL LAMBOTTE & MONSIEUR,
représentée par Murielle MONSIEUR

Personnel

7 (2 ouvriers et 5 employés)

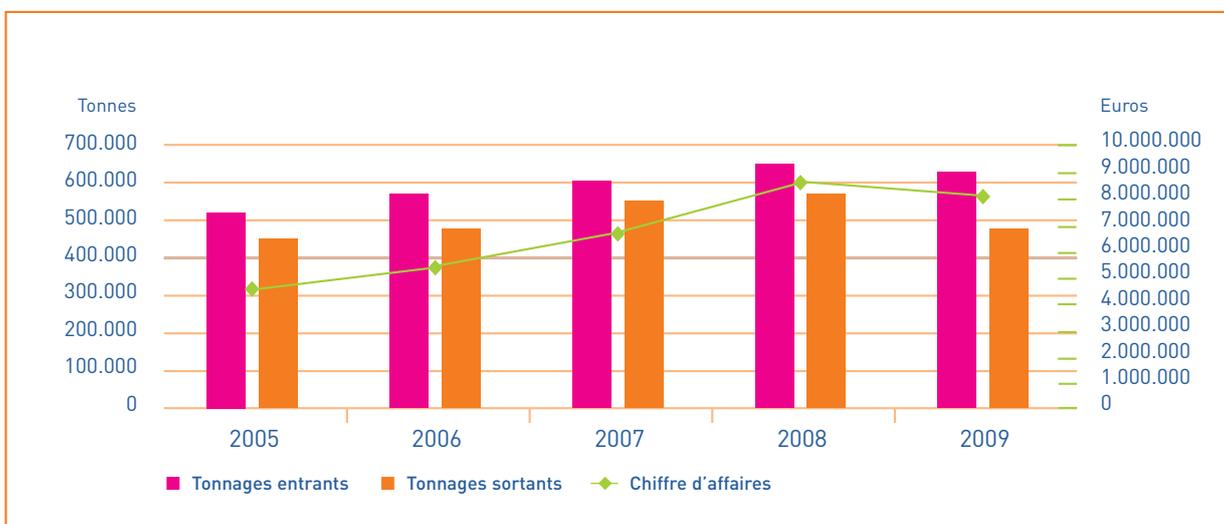
Evolution du résultat

	2005	2006	2007	2008	2009
Chiffre d'affaires	809.000	1.128.000	1.537.361	1.603.474	1.296.694
Résultat d'exploitation	49	127	103	80	12
Résultat net	54	103	89	63	- 3

Bien que les charges d'exploitation baissent de presque 9 %, le recul du chiffre d'affaires (- 19 %), la forte augmentation des charges financières et les amortissements importants sont à l'origine de la perte de l'exercice 2009.



**Evolution des tonnages entrants et sortants
des cinq centres de recyclage (VALOREM,
RECYHOC, RECYNAM, RECYLIEGE, RECYMEX)
et des chiffres d'affaires**



	2005	2006	2007	2008	2009
Tonnages traités	483.000	535.000	578.000	608.000	557.000
Chiffre d'affaires	4.649.774	5.637.059	6.856.546	8.594.685	8.128.894
Prix moyen cumulé/tonne	9,63	10,54	11,86	14,14	14,59

Les tonnages de déchets réceptionnés, traités et sortants sont en diminution par rapport à l'année 2008, suivant la tendance économique. L'évolution du chiffre d'affaires reflète cette situation de crise.

Le prix moyen à l'entrée a évolué à la baisse mais le prix moyen à la sortie a légèrement augmenté. Cela a permis d'amortir légèrement la chute du chiffre d'affaires.

Développement de l'activité

La société oriente son activité commerciale vers le traitement de déchets présentant une proportion importante de terres afin d'augmenter la valeur ajoutée de ses activités. La société a maintenu également ses efforts d'amélioration de la qualité des produits recyclés en vue du passage à la certification CE de niveau 2+.



Statuts

Date de publication : 7 juillet 2004

Augmentation de capital : 7 mai 2009

Activités

SEDISOL a pour objet toutes opérations qui, soit directement, soit indirectement, se rapportent à l'étude, la construction et l'exploitation sur le site du Dria à Farciennes, ou tout autre site situé en Wallonie, d'un centre de traitement de sédiments de dragage et de curage de catégorie B, ayant pour activité la mise en œuvre :

- de procédés de déshydratation, de bioremédiation ou de tout autre procédé développé par ECOTERRES ;
- du procédé NOVOSOL breveté par la SA SOLVAY ;
- la valorisation et/ou l'élimination des produits générés par le centre.

Siège social

Rue de Marcinelle, 31 – 6000 Charleroi

Actionnariat au 31 décembre 2009

Capital souscrit 5.000.000 €

Actionnaires

PORT AUTONOME DE CHARLEROI	1.250.000 €	25,00 %
SPAQuE SA	1.250.000 €	25,00 %
ECOTERRES SA	2.500.000 €	50,00 %
	5.000.000 €	100,00 %

Administrateurs au 31 décembre 2009

- VANDERZEYPEN Daniel,
Président du Conseil d'Administration
- SAMANDA SA,
représentée par WEGNEZ Bernard
- SPARAXIS SA,
représentée par PIRLET Michel
- SPAQuE SA,
représentée par ADAM Philippe
- SILYA SA,
représentée par STEVENART Stéphanie
- GEPART SA,
représentée par GOISET Christine
- DROUSIE Denis
- STRYCZEK Michel
- TANCRE Eric

Commissaire

BDO-DFSA,
représentée par FRONVILLE Hugues

Personnel

1 employé à temps partiel

Evolution du résultat

En octobre 2008, la société a obtenu les permis lui permettant d'implanter et d'exploiter l'unité industrielle de traitements des produits de dragage projetée.

Début novembre 2009, l'unité est entrée dans sa phase de production.

Le résultat enregistré au cours de l'exercice 2009, soit une perte de 41.000 €, représente principalement les frais de fonctionnement de la société.

Développement de l'activité

En novembre 2008, le Ministère de l'Equipeement et des Transports de la Région wallonne a octroyé à ECOTERRES le marché relatif au traitement de 235.000 m³ de produits de catégorie B (contrat renouvelable 3 fois).

SEDISOL se verra confier la réalisation des travaux assurés par ECOTERRES.

La construction de l'unité industrielle entamée par SEDISOL se poursuivra dans le courant du premier semestre 2010.

Ces éléments permettent notamment de justifier l'application des règles comptables de continuité.



L'unité de traitement des boues de dragage de la filiale SEDISOL a été construite sur un site réhabilité par SPAQuE, celui de l'ancien charbonnage Saint-Jacques, à Farciennes.



A photograph showing a worker from behind, wearing a red hard hat, a high-visibility yellow-green vest with reflective stripes, and grey work pants. The worker is holding a blue plastic container. The scene is a waste management site with various debris, including a large rusted metal container, a yellow bucket, and piles of orange and green material. A brick wall is visible in the background.

*La société SPAQuE
est intervenue, à Dour,
sur le site de l'ancien
charbonnage Ferrand, d'où,
dans un premier temps,
8.000 tonnes de déchets
(essentiellement plastiques)
ont été évacuées
vers des centres de
traitement agréés.*



Réunion de chantier sur le site de l'ancienne usine SAFEA, à La Louvière, lors de la pose des matériaux d'étanchéité sur la décharge.

Les partenariats

SPAQuE s'est inscrite dans une stratégie de développement de partenariats en vue de favoriser la réhabilitation des sites et leur redéploiement économique avec la participation des secteurs privé et public.

Voici les principaux partenariats conclus par SPAQuE.

UMICORE et SPAQuE ont conclu un partenariat visant à organiser les modalités de réhabilitation du site Vieille Montagne à Grâce-Hollogne, la répartition des montants de celle-ci et l'acquisition, par SPAQuE, du site. Dans la même convention, il est prévu la mise en place d'un Comité de suivi du développement économique du site auquel seront associés UMICORE et la commune de Grâce-Hollogne.

La Wallonie a conclu un accord avec la société **UCB** concernant l'ancien site chimique situé à Mons et Le Roeulx. SPAQuE a été associée au contrat qui fixe les modalités de la participation financière de UCB aux coûts de réhabilitation de ce site.

Dès l'inscription du site **Boulonnerie Vercheval**, à Herstal, dans la liste des sites prioritaires du Plan Marshall, des contacts ont été pris avec ses propriétaires qui ont abouti à la conclusion d'un partenariat visant à organiser sa réhabilitation.

Pour accélérer la réhabilitation du site AMS Nord, à Marchienne-au-Pont, et tenir compte des délais impartis tant par le Plan Marshall que par les projets envisagés sur le site, SPAQuE a passé un accord avec **Fluxys**. Cet accord organisait le déplacement d'une canalisation de gaz et le traitement des terres excavées, à cette occasion, dans le respect des méthodes et des critères de qualité appliqués par SPAQuE.

Dans le cadre du redéploiement économique de la Porte Ouest de Charleroi, le Gouvernement wallon a confié à SPAQuE la réhabilitation des sols du site Cokerie de Marchienne à Marchienne-au-Pont. Dans ce cadre, SPAQuE, **Duferco** et la **SOGÉPA** ont élaboré les conventions utiles à la mise en œuvre d'un partenariat et ce, notamment, par la création d'une filiale commune. Le montant de l'opération, en ce qui concerne le secteur public, est de 20.000.000 €. Il est entièrement consacré aux travaux de réhabilitation.

La société **Fluxys** est propriétaire de la partie est du site constituant la ZACC de Chimeuse. Sur la partie ouest, SPAQuE a entrepris des travaux de réhabilitation. Des discussions, en vue de conclure un partenariat, sont en cours avec Fluxys pour la réhabilitation de la partie est.

Les informations, consécutives aux investigations menées par SPAQuE sur le site **Carcoke** à Tertre (Saint-Ghislain), mettent en évidence un impact des activités du zoning sur les eaux souterraines. Les entreprises concernées et SPAQuE tiennent des réunions en vue d'améliorer, dans le cadre d'un partenariat, la qualité des eaux souterraines.

Dans le cadre de ses activités de post-gestion et de maintenance de décharges, la société SPAQuE a conclu une convention avec **BEP-Environnement**. Elle concerne le Centre d'Enfouissement Technique d'Happe-Chapois dont la fin de l'exploitation devrait intervenir le 31 décembre 2009. En vertu de cette convention, BEP-Environnement s'est engagé à prendre en charge la réhabilitation définitive de ce site tandis que SPAQuE s'occupera de la maintenance des installations techniques mises en place à cette occasion. L'ensemble de ces opérations s'étendra sur une période de plus de 30 ans.

Déterminer le bruit de fond de la pollution des sols wallons, en zones non-urbaine, urbaine et industrielle, est indispensable dans le cadre de la mise en œuvre du décret relatif à l'assainissement des sols et aux obligations d'assainissement qui en découlent. C'est pourquoi, SPAQuE s'est associée, au travers des campagnes **Pollusol 1 et 2**, à l'Université catholique de Louvain, à la Faculté agronomique de Gembloux, à l'Université de Liège et à la Faculté polytechnique de Mons afin de mener à bien cette cartographie de la pollution des sols en Wallonie.

Bénéficiant de fonds FEDER, SPAQuE a réhabilité le site Bois Saint-Jean, à Seraing, dont elle est propriétaire en vue de permettre l'extension du parc scientifique de l'Université de Liège. Un accord est conclu entre **SPI+** et SPAQuE afin de favoriser l'implantation d'entreprises à vocation scientifique.

SPAQuE et **SPI+** sont propriétaires, chacune pour moitié, du site Papeterie Godin à Marchin. Grâce aux fonds FEDER, SPAQuE réhabilite le site depuis 2008 et l'équipera, avec la collaboration technique de SPI+, en vue de créer un micro-zoning. Cette dernière se chargera alors de l'élaboration d'une Charte Urbanistique et Environnementale (CUE) et de la commercialisation des parcelles.

En vue d'organiser l'échange des données dans le cadre de la réflexion entamée sur l'influence des sites pollués sur la qualité des eaux souterraines, des discussions ont été initiées avec **Protectis**, filiale de la SPGE. Le cadre juridique du partenariat n'a pas encore été défini. L'objectif est de répondre aux exigences de la directive-cadre "eaux souterraines".

Propriété de SPAQuE, le site **Cokerie de Flémalle** est réhabilité grâce au financement du Plan Marshall. Sa position stratégique (rail, route et la possibilité d'un accès à la Meuse) pourrait le destiner prochainement à l'implantation d'une plateforme logistique multimodale. Le partenariat en cours de concrétisation pourrait associer un partenaire spécialisé dans ce domaine.



Le site "Papeterie Godin" à Marchin.

A close-up photograph showing a person's hands in a red jacket. The person is holding a bunch of fresh green carrots over a clear plastic bag. The bag appears to be used for collecting samples. The background is dark and out of focus.

Les campagnes Pollusol 1 et 2 ont pour objectif de dresser une cartographie du bruit de fond de la pollution du sol wallon grâce aux prélèvements et analyses de terres, d'eau et de légumes effectués à travers tout le territoire. Cette campagne est menée en partenariat avec les universités.



*Mandaté par SPAQuE,
le Boston Consulting Group
a organisé les friches industrielles
en quatre catégories en fonction
de leur degré de pollution.
Ici, une nappe polluée par des
rejets d'hydrocarbures sur le site
Nouveaux Ateliers Mécaniques
de Morlanwelz, site repris en
catégorie A, dans laquelle
figurent les friches
les plus polluées.*

PARTIE III

Six mille sites
potentiellement pollués
en WallonieSPAQuE
en action

Un classement des friches industrielles

Pour acquérir une connaissance approfondie des sites potentiellement pollués en Région wallonne, la société SPAQuE établit un inventaire des décharges, des dépôts sauvages et des friches industrielles. Cet inventaire constitue la base de données de la Région wallonne appelée Walsols¹, qui répertorie près de 2.500 décharges et 3.500 friches industrielles. Par extrapolation de données provenant de l'étranger, on peut estimer le nombre réel de ces sites pollués à environ 18.000.

Le Boston Consulting Group, dans une étude commandée par SPAQuE, a établi un classement des friches industrielles. Quatre catégories permettent de déterminer, sur base de la nature des anciennes activités exercées sur le site, le risque de pollution des sols. A ce stade, il s'agit d'un risque a priori.

Activités incluses dans chacune des catégories A, B, C et D (données 2003)

Catégorie A Présomption d'un risque très élevé	Catégorie B Présomption d'un risque élevé	Catégorie C Présomption d'un risque moyen	Catégorie D Risque indéterminé ou pas de risque a priori
<ul style="list-style-type: none"> ● Sidérurgie ● Métallurgie ● Laminoirs ● Verreries ● Céramiques ● Usines à gaz ● Centrales électriques ● Chimie lourde ● Pétrochimie ● Charbonnages avec cokerie 	<ul style="list-style-type: none"> ● Mines de métaux ● Fonderies ● Travail des métaux ● Tanneries ● Cimenteries ● Imprimeries ● Papeteries ● Textile ● Chemins de fer ● Scieries ● Pharmaceutique, Plastique ● Détergents, Engrais ● Caoutchouc, Pneus ● Peintures, Fabrications électroniques 	<ul style="list-style-type: none"> ● Charbonnages ● Briqueteries ● Brasseries ● Sucreries ● Menuiseries ● Alimentation ● Laiteries ● Entrepôts 	<ul style="list-style-type: none"> ● Carrières, Sablières ● Commerce, Horeca ● Marbreries ● Agriculture ● Bâtiments publics ● Moulins à grain

Source : Rapport du Boston Consulting Group, 10 avril 2003, p 57.

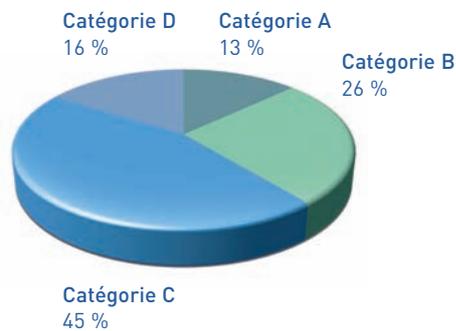
¹ www.walsols.be

Chaque site inventorié par SPAQuE fait l'objet de ce premier classement théorique. Durant la phase d'amélioration des connaissances, l'étape consacrée à la réalisation d'un historique des activités s'étant effectivement succédées sur le site, confirmera ou non cette classification.

Ce travail de longue haleine est primordial. Il constitue l'étape indispensable au lancement d'un processus de classification scientifique pour les milliers de sites potentiellement pollués. L'objectif final est de permettre au Gouvernement wallon de sélectionner, en toute objectivité, les terrains qui feront l'objet d'une réhabilitation prioritaire.

SPAQuE a réhabilité des sites de chacune de ces catégories.

Répartition des sites inventoriés par SPAQuE (données 2010)



Contamination du sol

- A : Présomption d'un risque très élevé
- B : Présomption d'un risque élevé
- C : Présomption d'un risque moyen
- D : Risque indéterminé ou pas de risque a priori



Prélèvements sur le site "Cour aux marchandises SNCB de Bressoux" à Liège.



Sous la végétation s'étant développée sur un remblai, SPAQuE a découvert les vestiges de l'ancienne cokerie du site AMS Nord, à Marchienne-au-Pont, partiellement démolie début des années quatre-vingt.



*Vue des strates mises au jour
lors des excavations sur le site
de Chimeuse Ouest, situé sur
les territoires de Saint-Nicolas
et Liège, où, en 120 ans,
se sont succédées une cokerie et
une usine de produits chimiques.*



Deux cents tonnes de brais (résidus de l'industrie chimique) ont été excavés du site UCB à Mons – Le Roeulx. La Région wallonne, UCB et SPAQuE ont conclu un partenariat organisant la participation financière d'UCB à la réhabilitation de ce site hautement pollué.



La présence d'importantes zones de terres polluées au cyanure, encore appelées "terres bleues", a été constatée sur le site de l'ancienne cokerie Carcoke à Tertre. 16.000 tonnes de ces terres cyanurées ont été prises en charge.

Carcoke Tertre et le traitement biologique des terres polluées

Une expérience sur site en réhabilitation exceptionnelle en Belgique

La plupart des pollutions organiques peuvent être décomposées par des micro-organismes. Cette méthode de traitement est principalement utilisée pour les pollutions hydrocarbonées (essence, diesel, huiles minérales et certains Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques en abrégé HAP).

La dégradation des polluants est assurée par des micro-organismes stimulés par l'addition de nutriments et l'optimisation des conditions d'humidité et d'oxygénation des terres. Plusieurs techniques peuvent être mises en œuvre ("biopile", "landfarming-composting", etc.).

En Région wallonne, la société SPAQuE, chargée de la réhabilitation du site de Carcoke Tertre par le Gouvernement wallon dans le cadre du Plan Marshall, a attribué le marché public du traitement biologique des 272.500 tonnes de terres polluées à la société momentanée SITA-De Cock. Il s'agit d'une expérience de traitement biologique, sur site en réhabilitation, exceptionnelle en Belgique où l'on pratique, toutefois, le traitement biologique de terres polluées dans des centres de traitement agréés.



Traitement biologique sur le site Carcoke Tertre

Une grande partie des terres contaminées du site est traitée de manière biologique. Deux types de traitement biologique sont utilisés :

- **Traitement extensif (Biopile)**

Pour ce traitement à l'air libre, la terre est entreposée en andains et régulièrement retournée mécaniquement. Cette opération permet d'homogénéiser et d'oxygéner la terre de manière à favoriser la biodégradation des polluants. Ce traitement se fait sans aération forcée et sans apport de chaleur.

- **Traitement intensif (Bioconteneur)**

Dans ce cas-ci, les terres seront traitées de façon intensive avec circulation forcée d'air, de manière à stimuler la biodégradation des polluants.

Les terres à traiter sont également disposées en andains. Dans les terres, est mis en place un réseau de piping perforé assurant la circulation de l'air. Cette circulation forcée est réalisée à l'aide d'un ventilateur, qui favorisera la bonne aération de la pile. L'air chargé en polluants passera au travers d'un séparateur d'eau, destiné à diminuer l'hygrométrie de l'air, avant d'atteindre l'unité de ventilation. Il est pour partie dirigé vers un filtre de charbon actif où il est épuré avant rejet dans l'atmosphère. L'autre partie est recyclée dans la pile.



Traitement biologique intensif des terres polluées.



*La réhabilitation de Carcoke
Terre a exigé d'énormes
excavations jusqu'à une
dizaine de mètres de profondeur.
Le volume des terres polluées
ainsi excavées atteint
les 275.000 tonnes.*



Lors de la réhabilitation du site de l'ancienne Cokerie de Flémalle, SPAQuE y a découvert, ensevelies sous un remblai, les structures de l'ancienne fabrique de coke rasée dans les années quatre-vingt.

Améliorer l'environnement et aider au redéploiement économique

L'ancienne cokerie de Flémalle devient une plateforme multimodale

Chaque année, dans le cadre du Plan Marshall, des fonds FEDER et de son contrat de gestion, SPAQuE met à la disposition du monde économique des dizaines d'hectares d'anciennes friches industrielles réhabilitées susceptibles d'accueillir les projets qui feront la Wallonie de demain.

Ainsi en est-il du site "Cokerie Flémalle", situé sur les territoires de la commune de Flémalle et de la Ville de Seraing. SPAQuE en est devenue propriétaire en octobre 2005. Deux mois plus tard, le 22 décembre, un arrêté du Gouvernement wallon la chargeait de procéder à sa réhabilitation. Dès le départ, dans le cadre de la détermination des mesures de réhabilitation à prendre, SPAQuE tenait compte de l'affectation future du site. Proche d'un accès autoroutier, directement relié au réseau ferroviaire et voisin d'une voie navigable, en l'occurrence la Meuse, ce site était prédestiné à accueillir une plateforme logistique multimodale. Début 2008, une entreprise disait son intérêt pour déployer, à cet endroit, les activités d'une société sœur et, en mai 2008, SPAQuE marquait son accord pour le développement d'une activité logistique sur le site "Cokerie Flémalle".

Finalement, un projet d'aménagement en deux zones a été retenu. Il est articulé autour de la voie de chemin de fer déplacée vers le centre du site. La première zone, d'environ 6,5 hectares, constitue le cœur du projet puisque c'est là que devrait être installé le pôle logistique multimodal. La deuxième zone, d'un hectare, devrait accueillir un parc de petites et moyennes entreprises (PME) et des bureaux. Ces activités seront en lien direct avec la plateforme multimodale mais, aussi, en phase avec le tissu économique local.

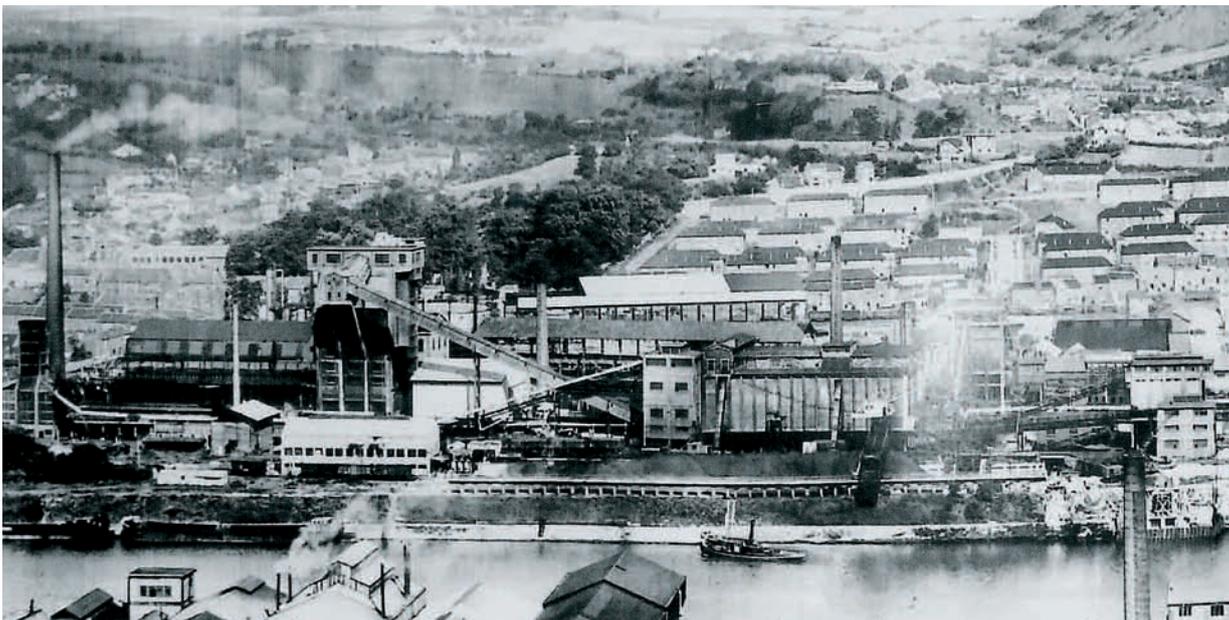


Terres "bleues" cyanurées sur le site "Cokerie Flémalle" à Flémalle.

SPAQuE interviendra directement, en tant que maître d'œuvre, dans les travaux de construction de cette plateforme multimodale. Les infrastructures ainsi érigées sur le site réhabilité seront revendues (terrain compris) à la société qui en assurera l'exploitation. Le coût total des travaux de réhabilitation est estimé à 19 millions d'euros hors TVA.

Ce partenariat entre SPAQuE, les autorités communales flémalloise et serésienne ainsi qu'une importante entreprise privée s'inscrit, s'il échet très clairement dans la mission de SPAQuE marquée tant par sa volonté d'améliorer la qualité de l'environnement que d'être un acteur du redéploiement économique de la Wallonie.

Ce pôle multimodal, et les PME qui l'accompagneront, seront donc installés à l'une des entrées principales de Flémalle. Un "geste architectural fort" sera, dès lors, posé tandis que le projet, développé par le service urbanisme de SPAQuE, prévoit des aménagements paysagers de façon à intégrer les futurs bâtiments dans un cadre de vie harmonieux pour les riverains et à marquer de façon positive cette porte d'entrée de Flémalle.



La Cokerie de Flémalle vers 1948 – 1958.



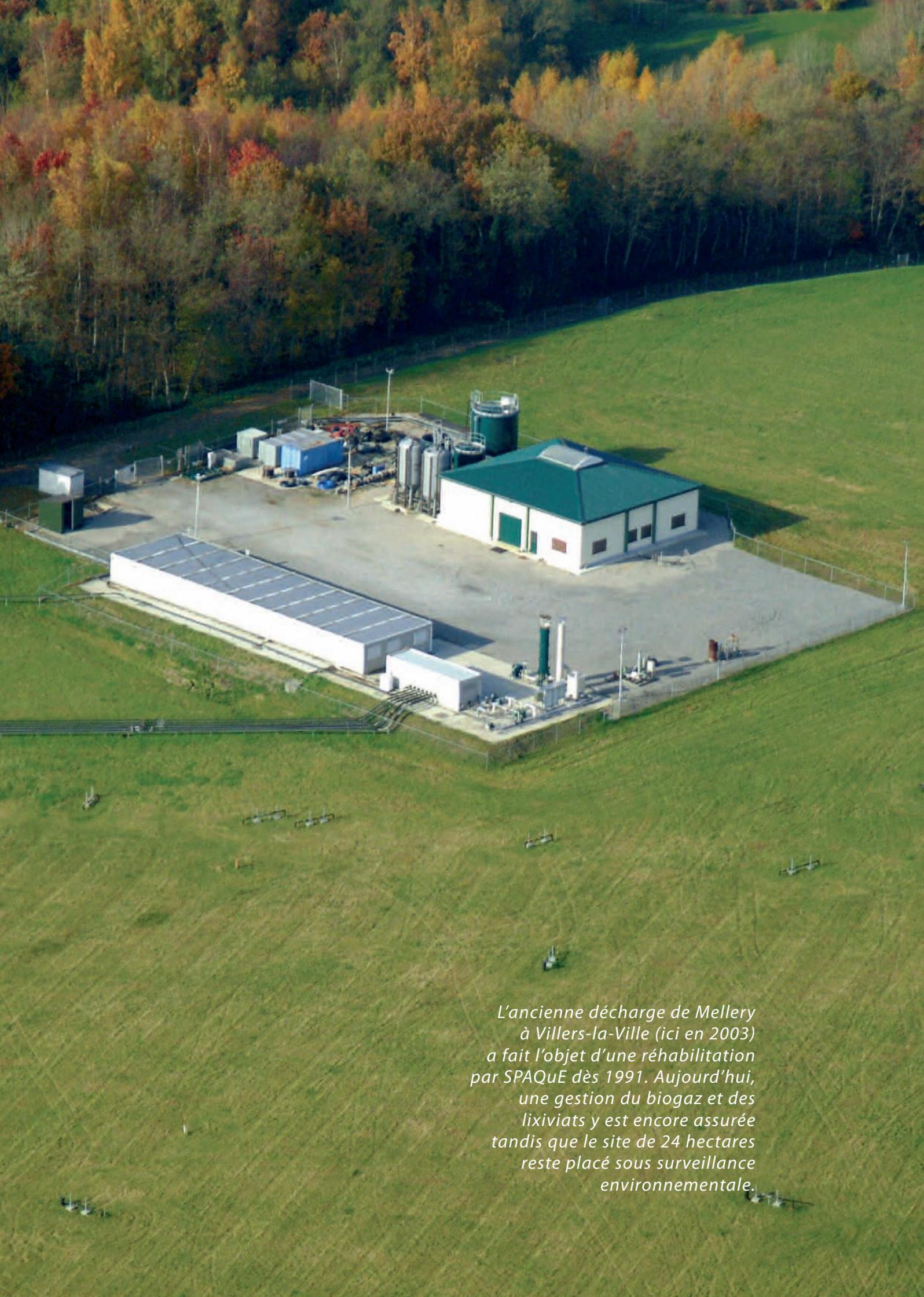
Cette vue aérienne permet de découvrir la disposition des andains sur le site Cokerie Flémalle. Ces remblais ont été analysés et sont en attente de traitement.



Les installations du Tir national, à Mons, ont été utilisées par l'armée et la police jusque dans les années quatre-vingt. En 2003 et 2004, SPAQuE a procédé à la réhabilitation de ce site, notamment, en excavant des terres polluées aux métaux lourds jusqu'à quatre mètres de profondeur.

Les 89 sites réhabilités depuis 1991

Nom du site	Commune	Code site
Décharges et dépôts 1991-1999		
Carrière de Florzé	Sprimont	Lg6805-001
Cronfestu	Morlanwelz	Ht5402-001
Décharge d'Anton	Anton	Nr0107-001
Décharge de Mellery	Villers-la-Ville	Bt2402-001
Décharge des Isnes	Gembloux	Nr1707-001
Décharge d'Hensies	Hensies	Ht3802-002
Fond du Houtia	Bertrée	Lg3603-002
Lumsonry	Tarciennes	Nr3712-001
Décharges et dépôts à partir de 2000		
Arden'Humus	Andenne	Nr0101-001
Bois des Maîtres	Chapelle-lez-Herlaimont	Ht1401-001
Dépôt illicite 1 à Braine-le-Comte	Braine-le-Comte	Ht1001-005
Dépôt illicite 2 à Braine-le-Comte	Braine-le-Comte	Ht1004-001
Fontilloi	Namur	Nr2602-001
Les 4 Vents	Jemeppe-sur-Sambre	Nr2301-001
Recumat	Sclessin	Lg4407-009
Accidents environnementaux à partir de 2000		
Campagnes de Cerneau (St-Symphorien)	Mons	Ht5110-001
Hacquegnies	Hacquegnies	Ht3407-005
Marche-en-Famenne	Marche-en-Famenne	/
Sites d'activité économique désaffectés à partir de 2000		
Arsenal SNCB	Pont-à-Celles	Ht5804-001
Bois Saint-Jean	Liège	Lg6503-001
Boulonnerie Boël	La Louvière	Ht4105-004
Cabay-Jouret	La Louvière	Ht4103-001
Carrière et cimenterie de Barges	Tournai	Ht6926-009
Centrale électrique de Farciennes	Farciennes	Ht2901-001
Centrale électrique de Péronnes	Binche	Ht0806-003
Centrale électrique de Quaregnon	Quaregnon	Ht5901-003
Cockerill II	Liège	Lg4407-014
Décharge ISPG et Entreprise De Cock	Charleroi	Ht1506-002
Ets Ortmans	Verviers	Lg7706-001
Fabelta Nord	Tubize	Bt2303-001
Florival	Grez-Doiceau	Bt0801-001
Horgatubes – Glaverbel-Houdeng	La Louvière	Ht4105-006
Javel Lacroix	La Louvière	Ht4106-004
La Boitrie – Dépotoir Maes	Peruwelz	Ht5707-002
Moulin Dambot – Electrabel	La Louvière	Ht4106-003
N°6 des Houssus	Haine-Saint-Pierre	Ht4103-002
SAFEA – partie décharge	La Louvière	Ht4105-003
SAFEA – partie usine	La Louvière	Ht4105-002
Stockage Purfina	Châtelet	Ht1602-001
Terres Rouges	Engis	Lg2502-001
Tir national	Mons	Ht5108-002
Tubize Plastics	Tubize	Bt2303-003
Ubell	La Louvière	Ht4106-006
Usine à gaz	Mons	Ht5108-005
Usine de céramique et centrale électrique	Amay	Lg0101-001



L'ancienne décharge de Mellery à Villers-la-Ville (ici en 2003) a fait l'objet d'une réhabilitation par SPAQuE dès 1991. Aujourd'hui, une gestion du biogaz et des lixiviats y est encore assurée tandis que le site de 24 hectares reste placé sous surveillance environnementale.



A Verviers, le site Ets Ortmans, où se trouvait une usine lainière jusqu'en 1981, a été réhabilité par SPAQuE. Le Centre de compétence Forem Formation Polygone de l'Eau y a pris ses quartiers.

Nom du site	Commune	Code site
Dépôts de pneus 2002-2007		
Allée des Alouettes	Sambreville	Nr3206-008
Ancien Bras de Sambre	Floreffe	Nr1301-004
Brugeoise et Nivelles de Manage	Manage	Ht4804-009
Carrière d'Onoz	Jemeppe-sur-Sambre	Nr2306-001
Carrière Julien	Modave	Lg5101-001
Centrale à béton Bétonac	Fleurus	Ht3002-002
Charbonnage du Levant de Flénu – Siège social	Mons	Ht5113-001
Charbonnage Saint-Jacques	Aiseau	Ht2901-012
Dépôt Baiwir	Herve	Lg3901-001
Dépôt Carking	Wavre	Bt2702-001
Dépôt de Louveigné	Louveigné	Lg6803-002
Dépôt de Mesnil – Eglise	Houyet	Nr2208-001
Dépôt de pneus Chaussée de Charleroi	Fleurus	Ht3002-014
Dépôt de pneus Chaussée de Fleurus	Gilly	Ht1504-003
Dépôt de pneus de Lavacherie	Sainte-Ode	Lx3702-003
Dépôt de pneus de Maffe	Havelange	Nr2105-001
Dépôt de pneus de Porcheresse	Havelange	Nr2108-001
Dépôt de pneus du Bois d'Ohey	Ohey	Nr2705-001
Dépôt de pneus Evelette	Ohey	Nr2701-001
Dépôt de pneus rue du Fort	Soumagne	Lg6602-001
Dépôt de pneus rue Préalte	Sprimont	Lg6805-007
Dépôt Quai du Roi Albert	Bressoux	Lg4402-005
Dépôt rue Brigade Piron	Heppignies	Ht3003-006
Dépôt rue du Centre	Charleroi	Ht1507-014
Dépôt rue du Pan	Beloeil	Ht0607-001
Dépôt rue Valles	Jemeppe-sur-Meuse	Lg6502-012
Dépôt Van Hullebusche	Hensies	Ht3804-008
Digue des Peupliers	Mons	Ht5108-006
Etablissements Adolphe Collin	Seraing	Lg6503-007
Fibrierie La Nô	Pepinster	Lg5801-004
Fonderie des ateliers du Thiriau à Manage	Manage	Ht4801-001
Fonderie Léonard Giot	Charleroi	Ht1509-003
Glaceries Saint-Roch	Floreffe	Nr1303-003
Horloz	Jemeppe-sur-Meuse	Lg6502-002
Jauche Station	Orp-Jauche	Bt1705-001
Les 7 voleurs	Gembloux	Nr1706-002
Miroiterie de Roux	Charleroi	Ht1515-001
N°6 Hornu-Wasmès b	Colfontaine	Ht1903-003
Sartel	Oupeye	Lg5705-002
Sucrerie Naveau	Fexhe-le-Clocher	Lg3001-001
Terril de Bray	Binche	Ht0802-003
Terril Sainte-Henriette	Fleurus	Ht3002-005
Verrerie Lermينياux	Charleroi	Ht1503-002
Zone portuaire de Sclaigneaux	Andenne	Nr0108-001



SPAQuE a terminé, en 2006, la réhabilitation de l'ancienne Usine à Gaz située en bordure du centre ville montois. Le Forem y a installé ses bureaux et des logements y ont été construits.



Des équipes de SPAQuE sillonnent, tout au long de l'année, la Wallonie. Ici, en repérage au Val Saint-Lambert à Seraing.

PARTIE IV

SPAQuE en chiffres

Le rapport d'évaluation mesure les performances de l'entreprise

En matière de culture d'entreprise, SPAQuE a toujours accordé une place prépondérante à toute forme d'évaluation. Dès 2003, elle a élaboré un système de gestion de la qualité et de l'environnement qui lui a permis d'obtenir la certification ISO 9001 et ISO 14001. Par ailleurs, depuis 2005, l'ensemble des activités de SPAQuE a été intégré dans une nouvelle démarche environnementale selon le règlement européen EMAS (*Eco Management Audit Scheme*) 761/2001.

D'autre part, dès 2000, SPAQuE mettait en place un système d'évaluation de ses activités. Ce système consiste, tout d'abord, à mettre en relation les objectifs atteints avec ceux fixés par le Contrat de gestion (qui lie SPAQuE et la Région wallonne), par l'Europe (au travers des fonds FEDER) et par le Plan Marshall. Ensuite, ce sont les dépenses prévues qui sont mises en relation avec les dépenses réalisées. Les écarts obtenus permettent alors de déterminer les plus-values, ou les moins-values, réalisées par chaque service ou cellule.

Cette évaluation annuelle concerne toutes les activités de la chaîne des valeurs de l'entreprise. En effet, le rapport tient compte des règles d'évaluation adaptées et reprises dans le Contrat de gestion qui prévoit, notamment, une classification se référant de façon permanente à cette chaîne des valeurs. Chacune de ces activités faisant l'objet d'un système d'évaluation spécifique, les critères d'évaluation se rapportent, dès lors, aussi bien aux forages qu'aux publications en passant par les analyses, les rapports, les bilans de réduction de CO₂ ou, encore, les surfaces de sites réhabilités.

Ce système a donc pour objectif, in fine, l'évaluation des performances de l'entreprise. Les évaluations ISO et EMAS en sont, bien évidemment, complémentaires et en garantissent le sérieux.

En 2009, SPAQuE a, à nouveau, été certifiée ISO 9001 et ISO 14001 tandis que le Comité de certification EMAS lui transmettait sa "déclaration de validation".

Celle-ci tient en 2 points :

- la politique, le programme, le système de management, l'analyse environnementale ainsi que la déclaration environnementale de SPAQuE répondent aux exigences EMAS ;
- les données et l'information de la déclaration environnementale de SPAQuE sont fiables et couvrent d'une manière efficace toutes les questions environnementales significatives pour l'entreprise.

Ce système de management de l'environnement couvre l'ensemble des activités de la société et a pour objectif de permettre d'associer finalité économique, efficacité du travail effectué et respect de l'environnement.

Chaque année, la société SPAQuE définit, lors de sa "revue de direction", des objectifs spécifiques liés à l'impact de ses activités sur l'environnement. En 2009, deux nouveaux objectifs ont été planifiés :

- augmenter l'utilisation de biocarburant (huile de colza) pour les véhicules de l'entreprise. En 2008, le colza représentait 20 % de la totalité des carburants consommés par les véhicules de l'entreprise ;
- réduire la production de CO₂ en tenant compte des économies de gaz à effet de serre générés par les activités de l'entreprise.

Le rapport d'évaluation, tel qu'il est transmis chaque année au Ministre de l'Environnement, reprend donc l'ensemble des activités de SPAQuE. Chacune d'entre elles est décrite et ses résultats sont commentés.

Voici, à titre d'exemple, les données reprises dans le Rapport d'évaluation 2009 au sujet de l'activité "Surveillance environnementale des sites de la base de données". Outre les explications et commentaires, cet extrait comporte un tableau reprenant, site par site, les actions menées par la cellule de la Surveillance environnementale sur chacun d'entre eux. Il est suivi d'un deuxième tableau représentant graphiquement cette activité en termes de montants financiers et de prestations.

Activité 1.3. Surveillance environnementale des sites de la base de données

Tout site reconnu comme contaminé, qu'il soit à réhabiliter ou non, est suivi scientifiquement. En effet, l'atténuation naturelle de la contamination comme moyen de gestion environnementale est totalement insatisfaisante. Seul un monitoring adapté (surveillance environnementale) permet d'apporter l'assurance d'une gestion maîtrisée de la problématique initialement constatée.

La cellule de la surveillance environnementale réalise, plusieurs fois par an si nécessaire, des analyses de terrain sur les sites visés par son action, afin d'apporter de manière active les arguments scientifiques permettant d'apprécier dans le temps l'évolution de leur(s) impact(s) sur l'environnement.

Sont valorisées les actions suivantes :

- prélèvements et analyses périodiques des sites ;
- cotation Auditsite®/Auditsol® ;
- présentation du rapport ;
- synthèse des connaissances ;
- information des acteurs locaux et/ou régionaux ;
- mise sur le site Internet rubrique "Actualités" ;
- gestion des outils de surveillance.

La surveillance environnementale concerne :

• Les décharges

La pollution engendrée par un dépôt de déchets est généralement diffuse et l'évolution de son impact n'est pas toujours dégressive. Suite à la dégradation du massif de déchets, il peut y avoir relargage différé dans l'environnement. Dans ce contexte, seule la surveillance environnementale du site permet de garantir que les impacts du site sont contrôlés dans la durée.

• Les sites industriels

Outre l'évolution des impacts environnementaux, les sites industriels doivent faire l'objet d'un suivi visuel des infrastructures et plus particulièrement, des éventuelles sources primaires de contamination potentielle (notamment les citernes) afin de garantir la gestion des impacts d'un site dans la durée.

• Tout sol contaminé

Toute source de contamination est susceptible de faire l'objet d'analyses de surveillance dans l'hypothèse où sa réhabilitation ne serait pas immédiatement réalisée.

On signalera également que la surveillance environnementale est réalisée sur les sites en maintenance, après leur réhabilitation, afin de participer notamment au monitoring d'une zone de confinement.

En fonction des données analytiques et de terrain qu'elle acquiert, la surveillance environnementale participe à l'actualisation de la mise en priorité des sites au moyen des logiciels Auditsite® et Auditsol®. La liste prioritaire des sites devant faire l'objet d'une réhabilitation verra ainsi son classement évoluer, par exemple avec la mise en évidence d'une évolution favorable d'une ancienne décharge en surveillance environnementale.

Les objectifs et réalisations sont synthétisés selon les deux tableaux suivants :

Activité 1.3. "Surveillance environnementale des sites de la base de données"
 Objectifs à atteindre en fonction du contrat de gestion

	Prestations	Montants financiers
2009	30 sites	200.000 €

Activité 1.3. "Surveillance environnementale des sites de la base de données"
 Prestations réalisées

	Prestations	Montants financiers
2005	47,3 sites	244.659 €
2006	30,9 sites	226.583 €
2007	33,6 sites	62.166 €
2008	41,5 sites	236.330 €
2009	43,0 sites	130.731 €

Les résultats de l'activité 1.3. "Surveillance environnementale des sites de la base de données" se détaillent comme suit :

Année 2009 (Sites classés en fonction du code SPAQuE)			Prélèv. & analyses périodiques des sites	Cote Auditsite®/ Auditsol®	Rapport	Synthèse des connaissances	Info. des acteurs locaux/ régionaux	Site Internet "Actualités"	Gestion des outils de surveillance	Total
Code	Nom du site	Localité	1/7	1/7	1/7	1/7	1/7	1/7	1/7	1
Bt0201-002	Sart Moulin	Braine-l'Alleud						X	X	0,29
Bt0301-002	Les Quarante Bonniers	Braine-le-Château	X	X	X	X				0,57
Bt0502-005	Folle France	Chaumont-Gistoux	X	X	X	X				0,57
Bt0701-001	Rue de Thy	Ottignies						X		0,14
Bt0801-001	Florival	Archennes	X	X	X	X		X	X	0,86
Bt1903-001	Ferme de Seumay	Perwez	X	X	X	X		X		0,71
Bt2201-001	Papeteries de Genval	Rixensart		X	X	X		X		0,57
Bt2201-002	Décharge des Papeteries de Genval	Genval	X	X	X	X		X		0,71
Bt2301-001	Ancien Dépôt Socol	Clabecq	X	X	X	X		X		0,71
Bt2303-001	Fabelta Nord	Tubize		X	X	X		X		0,57
Bt2402-001	Décharge de Mellery	Mellery	X	X	X	X				0,57
Bt2703-001	Basse Wavre	Wavre	X	X	X	X		X		0,71
Ht0101-002	Soudière d'Oignies	Aiseau		X	X	X				0,43
Ht0201-003	Gras Prés	Anderlues						X		0,14
Ht0806-009	Crayère des fonds de Morvau	Peronnes-lez-Binche						X	X	0,29
Ht0901-002	Petit Bruxelles	Boussu	X	X	X	X		X	X	0,86
Ht0902-001	Le Marais	Boussu	X	X	X	X		X	X	0,86
Ht1001-002	ABT	Braine-le-Comte		X	X	X				0,43
Ht1002-005	Warichaix-La Favarge	Hennuyères		X	X	X			X	0,57
Ht1403-001	Bois des Vallées	Piéton							X	0,14
Ht1506-001	Décharge ISPG et Entreprise De Cock	Charleroi	X	X	X	X			X	0,71
Ht1602-002	Chêne à l'Image	Châtelet	X	X	X	X				0,57
Ht2102-001	Mont Del Chives	Courcelles	X	X	X	X				0,57
Ht2203-001	Sablère Ferrand	Dour						X		0,14
Ht2204-001	Trou à Cailloux	Dour						X		0,14
Ht2802-002	La Plage	Estinnes						X	X	0,29
Ht3003-003	Rue des Sablières	Fleurus						X		0,14
Ht3101-001	Carrière du Radar	Flobecq	X	X	X	X		X	X	0,86
Ht3601-001	Dessus le Bois	Acoz	X	X	X	X				0,57
Ht3601-003	Les Douze Bonniers	Acoz						X		0,14
Ht3602-001	Carrières de Gougnyes	Gerpennes	X	X	X	X		X		0,71
Ht3802-002	Décharge d'Hensies	Hensies	X	X	X	X		X	X	0,86
Ht3804-001	Station de gazéification de Thulin	Thulin		X	X	X		X		0,57
Ht3804-002	Le Curoir	Thulin						X	X	0,29
Ht4103-001	Cabay-Jouret	Haine-Saint-Pierre						X		0,14
Ht4105-003	SAFEA – partie décharge	Houdeng-Goegnies	X	X	X	X			X	0,71
Ht4106-001	Boch Keramis	La Louvière		X	X	X				0,43
Ht5003-001	Le Chaufour	Momignies	X	X	X	X		X		0,71

Année 2009

(Sites classés en fonction du code SPAQuE)

Code	Nom du site	Localité	Prélèv. & analyses périodiques	Cote Auditsite®/ Auditsol®	Rapport	Synthèse des connaissances	Info. des acteurs locaux/ régionaux	Site Internet "Actualités"	Gestion des outils de surveillance	Total
			des sites							
			1/7	1/7	1/7	1/7	1/7	1/7	1/7	1
Ht5007-001	Fourneau d'Oise	Seloignes						X		0,14
Ht5102-003	COVERIT	Harmignies	X	X	X	X				0,57
Ht5108-002	Tir national	Mons		X	X	X		X		0,57
Ht5302-001	Carrière Saint-Martin	Montigny-le-Tilleul	X	X	X	X		X	X	0,86
Ht5302-002	Domaine de Forte Taille	Montigny-le-Tilleul	X	X	X	X		X	X	0,86
Ht5402-001	Cronfestu	Mont-Sainte-Aldegonde	X	X	X	X				0,57
Ht5504-001	Mont Gallois	Mouscron						X		0,14
Ht5804-001	Arsenal SNCB	Pont-à-Celles		X	X	X		X		0,57
Ht6306-002	La Fosse à Baleines	Saint-Ghislain						X		0,14
Ht6926-001	Rue des Fougères	Tournai						X		0,14
Lg0701-001	Septroux	Aywaille	X	X	X	X				0,57
Lg0704-001	Les Edjahes	Sougné-Remouchamps						X		0,14
Lg1802-001	La Rochette	Chaufontaine						X		0,14
Lg1802-002	Voie des Chars	Chaufontaine						X		0,14
Lg2202-001	Chemin de Surisse	Dalhem	X	X	X	X		X	X	0,86
Lg2205-001	Aux Bouquettes	Dalhem	X	X	X	X		X		0,71
Lg2601-002	Les Haires	Esneux	X	X	X	X		X	X	0,86
Lg3203-001	Charbonnage du Hasard	Fléron		X	X	X				0,43
Lg3603-002	Fond du Houtia	Hannut	X	X	X	X		X		0,71
Lg4101-003	Dépôt de cendres	Jalhay	X	X	X	X			X	0,71
Lg4102-001	Bois de Roslin	Sart-lez-Spa	X	X	X	X				0,57
Lg4205-001	Jette Foz (Wuidar)	Slins	X	X	X	X		X	X	0,86
Lg4403-001	Sart Moray	Chénée	X	X	X	X		X	X	0,86
Lg5501-001	Palimont	Oreye	X	X	X	X		X		0,71
Lg6503-001	Bois Saint-Jean	Ougrée	X	X	X	X		X	X	0,86
Lg6805-001	Carrière de Florzé	Sprimont	X	X	X	X		X		0,71
Lg6805-002	Les Miroules	Sprimont	X	X	X	X		X		0,71
Lg7706-001	Ets Ortman	Verviers						X	X	0,29
Lx0604-001	Géronde	Jehonville						X		0,14
Lx1803-002	L'Alouette	Hotton						X		0,14
Lx3003-001	Grandes Fochalles	Forrières						X		0,14
Lx4204-001	Ville du Bois	Vielsalm	X	X	X	X		X	X	0,86
Nr0107-001	Décharge d'Anton	Sclayn	X	X	X	X			X	0,71
Nr1407-001	Les 5 Bonniers	Morialmé						X		0,14
Nr1707-001	Décharges des Isnes	Isnes	X	X	X	X			X	0,71
Nr2306-001	Carrière d'Onoz	Onoz	X	X	X	X		X		0,71
Nr2501-001	Carrières des Forges	Biesme	X	X	X	X		X		0,71
Nr2506-001	Trou des Flamands	Mettet						X		0,14
Nr2506-002	Bois l'Evêque	Mettet						X		0,14
Nr2602-001	Fontilloi	Belgrade	X	X	X	X		X	X	0,86
Nr2614-001	Limoy	Loyers	X	X	X	X		X	X	0,86
Nr2614-003	Rue du Silex	Loyers						X	X	0,29
Nr2614-004	Au-dessus de Lives	Loyers						X		0,14
Nr3202-001	Incinérateur Lebrun	Auvelais						X	X	0,29

Année 2009

(Sites classés en fonction du code SPAQuE)

Code	Nom du site	Localité	Prélèv. & analyses périodiques des sites	Cote Auditsite®/ Auditsol®	Synthèse des connaissances Rapport	Info. des acteurs locaux/ régionaux	Site Internet "Actualités"	Gestion des outils de surveillance	Total
			1/7	1/7	1/7	1/7	1/7	1/7	1
Nr3206-001	ABL	Tamines					X		0,14
Nr3711-001	Pont du Diable	Somzée	X	X	X			X	0,57
Nr3712-001	Lumsonry	Tarcienne					X		0,14
Nr3713-001	Fayat	Thy-le-Château					X	X	0,29
Total équivalents sites :									43

Représentation graphique de l'activité 1.3. "Surveillance environnementale des sites de la base de données"



Pour cette activité, l'objectif de SPAQuE était de réaliser 30 sites pour 200.000 €, soit 6.667 €/site.

SPAQuE a réalisé 143 % de ses objectifs en termes de prestations (43 sites au lieu de 30 sites) avec une utilisation budgétaire de 130.731 € au lieu de 286.667 € (coût des 43 sites à 6.667 €/site).

Cela représente une plus-value équivalente à 155.935 €.



Une équipe de techniciens est, spécifiquement, chargée de la maintenance des anciennes décharges sur lesquelles SPAQuE assure la gestion du biogaz en produisant chaleur et électricité.



*Pollution aux hydrocarbures
sur le site de Chimeuse Ouest
à Saint-Nicolas.*

Les comptes annuels

Bilan après répartition

(en euros)

	2009	2008
ACTIF		
ACTIFS IMMOBILISES	4.555.945,20	4.037.227,36
Immobilisations incorporelles	306.933,84	326.355,06
Immobilisations corporelles	2.339.922,49	2.071.423,16
Terrains et constructions	621.885,94	211.704,15
Installations, machines et outillages	32.584,38	40.133,18
Mobilier et matériel roulant	1.000.992,28	1.084.292,36
Autres immobilisations corporelles	684.459,89	735.293,47
Immobilisations financières	1.909.088,87	1.639.449,14
Entreprises liées	375.000,00	375.000,00
Participations	375.000,00	375.000,00
Créances		
Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	1.376.700,00	1.126.700,00
Participations	1.376.700,00	1.126.700,00
Autres immobilisations financières	157.388,87	137.749,14
Actions et parts	74.987,33	74.987,33
Créances et cautionnements en numéraire	82.401,54	62.761,81
ACTIFS CIRCULANTS	371.200.088,91	317.522.191,48
Stocks et commandes en cours d'exécution	8.965,67	8.965,67
Stocks/Approvisionnements	8.965,67	8.965,67
Créances à un an au plus	58.880.301,42	22.899.454,68
Créances commerciales	18.275.963,97	15.718.817,96
Autres créances	40.604.337,45	7.180.636,72
Placements de trésorerie		28.000.000,00
Autres placements		28.000.000,00
Valeurs disponibles	68.397.356,79	24.677.336,42
Comptes de régularisation	243.913.465,03	241.936.434,71
TOTAL DE L'ACTIF	375.756.034,11	321.559.418,84

Bilan après répartition

(en euros)

	2009	2008
PASSIF		
CAPITAUX PROPRES	37.712.612,51	30.011.620,94
Capital	75.000.000,00	31.000.000,00
Capital souscrit	75.000.000,00	31.000.000,00
Réserves	125.000,00	125.000,00
Réserve légale	125.000,00	125.000,00
Bénéfice (perte) reporté(e)	- 37.412.387,49	- 1.113.379,06
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	259.580.955,27	240.162.489,66
Provisions pour risques et charges	259.580.955,27	240.162.489,66
Autres risques et charges	259.580.955,27	240.162.489,66
DETTES	78.462.466,33	51.385.308,24
Dettes à plus d'un an	41.290.368,69	12.743.680,57
Dettes financières	41.290.368,69	12.743.680,57
Emprunts subordonnés	743.680,57	743.680,57
Autres emprunts	40.546.688,12	12.000.000,00
Dettes à un an au plus	36.564.749,24	38.458.687,59
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	1.453.311,88	
Dettes financières	24.422.017,13	24.135.472,06
Autres emprunts	24.422.017,13	24.135.472,06
Dettes commerciales	8.279.426,23	12.896.283,66
Fournisseurs	8.279.426,23	12.896.283,66
Dettes fiscales, salariales et sociales	2.282.055,96	1.304.571,83
Impôts	1.196.874,54	494.273,34
Rémunérations et charges sociales	1.085.181,42	810.298,49
Autres dettes	127.938,04	122.360,04
Comptes de régularisation	607.348,40	182.940,08
TOTAL DU PASSIF	375.756.034,11	321.559.418,84

Compte de résultats

(en euros)

	2009	2008
VENTES ET PRESTATIONS	18.868.112,58	22.964.539,40
Chiffre d'affaires	17.798.169,53	19.918.044,57
Autres produits d'exploitation	1.069.943,05	3.046.494,83
COUT DES VENTES ET DES PRESTATIONS	57.273.921,81	25.086.247,41
Approvisionnements et marchandises	23.443.950,88	14.739.530,16
Services et biens divers	3.064.024,63	5.105.471,47
Rémunérations, charges sociales et pensions	7.416.930,87	5.881.600,78
Amortissements et réductions de valeur	674.145,96	917.598,72
Provisions pour risques et charges : dotations	19.418.465,61	- 3.261.259,84
Autres charges d'exploitation	3.256.403,86	1.703.306,12
BENEFICE (PERTE) D'EXPLOITATION	- 38.405.809,23	- 2.121.708,01
PRODUITS FINANCIERS	3.347.879,82	1.066.900,09
CHARGES FINANCIERES	1.076.773,39	196.597,05
BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS	- 36.134.702,80	- 1.251.404,97
PRODUITS EXCEPTIONNELS	59.252,29	144.793,90
CHARGES EXCEPTIONNELLES	223.557,92	109.744,77
BENEFICE (PERTE) DE L'EXERCICE AVANT IMPOTS	- 36.299.008,43	- 1.216.355,84

Affectations et prélèvements

(en euros)

	2009	2008
BENEFICE (PERTE) A AFFECTER	- 37.412.387,49	- 669.292,36
Bénéfice (perte) de l'exercice à affecter	- 36.299.008,43	- 1.216.355,84
Bénéfice (perte) reporté(e) de l'exercice précédent	- 1.113.379,06	547.063,48
AFFECTATIONS AUX CAPITAUX PROPRES		444.086,70
Au capital et aux primes d'émission		444.086,70
BENEFICE (PERTE) A REPORTER	- 37.412.387,49	- 1.113.379,06

Comptes d'ordre

(en euros)

A L'ACTIF

ACTIFS IMMOBILISES

IV. Immobilisations financières

1. Convention Missions déléguées 14 octobre 1992				1.339.867,63
SITRAD SC			6.197,34	
TRADECOWALL SC			99.157,41	

			105.354,75	
--	--	--	------------	--

2. Missions Centres fixes de recyclage

	Souscriptions	Cap. non appelé		
RECYNAM SA	267.725,01	66.931,25	200.793,76	
RECYLIEGE SA	100.400,00	-	100.400,00	
VALOREM SA	186.663,82	-	186.663,82	
RECYMEX SA	248.885,10	-	248.885,10	
RECYHOC SA	497.770,20	-	497.770,20	

	1.301.444,13	66.931,25	1.234.512,88	
--	--------------	-----------	--------------	--

ACTIFS CIRCULANTS

VII. B. Autres créances

Participations à recevoir			2.143.039,53	2.244.672,74
Région wallonne			101.633,21	

TOTAL DE L'ACTIF

3.584.540,37

AU PASSIF

DETTES

VIII. A. Dettes financières - Conventions

Convention participations (14 octobre 1992)			114.031,02	3.584.540,37
Convention participations recyclage (capital libéré)			1.234.512,88	
Convention participations recyclage (solde disponible)			2.235.996,47	

TOTAL DU PASSIF

3.584.540,37

Le Rapport du Commissaire sur les comptes annuels 2009

Conformément aux dispositions légales et statutaires, j'ai l'honneur de vous faire rapport dans le cadre du mandat de Commissaire. Le rapport inclut mon opinion sur les comptes annuels ainsi que les mentions et informations complémentaires requises.

Attestation sans réserve des comptes annuels et paragraphe explicatif

J'ai procédé au contrôle des comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique (arrêté royal du 30 janvier 2001), dont le total du bilan s'élève à € 375.756.034,11 et dont le compte de résultats se solde par une perte de l'exercice de € 36.134.702,80.

L'établissement des comptes annuels relève de la responsabilité de l'organe de gestion. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Ma responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes sur la base de mon contrôle. J'ai effectué mon contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Reviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que mon contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Conformément aux normes de révision précitées, j'ai tenu compte de l'organisation de la société en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. J'ai obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la société l'ensemble des explications et informations requises pour mon contrôle. J'ai examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes annuels. J'ai évalué le bien-fondé des règles d'évaluation et le caractère raisonnable des estimations comptables significatives faites par la société ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. J'estime que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de mon opinion.

A mon avis, les comptes annuels clos le 31 décembre 2009, donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Sans remettre en cause l'opinion sans réserve exprimée ci-dessus, j'attire l'attention sur le rapport de gestion qui indique que les opérations de réhabilitation confiées à SPAQuE dans le cadre du "Plan Marshall" reposent sur un mécanisme de financement alternatif. L'équilibre général des opérations nécessite que la Région wallonne dégage périodiquement les montants nécessaires pour permettre à SPAQuE de faire face à ses engagements.

Mentions et informations complémentaires

L'établissement et le contenu du rapport de gestion, ainsi que le respect par la société du Code des sociétés et des statuts, relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion.

Ma responsabilité est d'inclure dans mon rapport les mentions et informations complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes annuels :

- le rapport de gestion traite les informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels. Toutefois, je ne suis pas en mesure de me prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Je peux néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont j'ai eu connaissance dans le cadre de mon mandat ;
- sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique ;
- j'attire l'attention sur le fait que, compte tenu de la situation particulière engendrée par le mécanisme de financement alternatif lié au "Plan Marshall", un poste "Capital différé – Plan Marshall" pour un montant de € 243.750.000,00 est repris sous la rubrique "Comptes de régularisation" à l'actif. Ce poste neutralise en partie une provision d'€ 253.185.295,27 constituée en vue de tenir compte des obligations de SPAQuE inhérentes aux travaux de réhabilitation inscrits dans le "Plan Marshall" ;
- je n'ai pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés. L'affectation des résultats proposée à l'Assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.



Le 19 mai 2010
Francis Wilmet
Commissaire



Les certifications



CERTIFICATE

IQNet and AIB-VINÇOTTE International

hereby certify that the organization

***SPAQuE S.A.
Boulevard d'Avroy, 38/6
4000 Liège (Belgium)***

***has implemented and maintains a
QUALITY MANAGEMENT SYSTEM
which fulfills the requirements of the following standard
EN ISO 9001:2008***

Further clarifications regarding the scope of this certificate and the applicability of EN ISO 9001:2008 requirements may be obtained by consulting the organization

for : Activities regarding inventory, active follow-up, orientation, characterisation and feasibility studies, carrying out sanitation and rehabilitation of potentially polluted sites, expert's assessment, education and information with regard to the environment

***Issued on : September 7, 2009
Validity date : May 25, 2012***

Registration number : BE-03 2030b




René Wasmer
President of IQNet




ir. P. OLIVIER
Chairman Certification Committee

IQNet Partners*:
AENOR Spain AFAQ France AIB-Vinçotte International Belgium ANCE Mexico APCER Portugal CISQ Italy CQC China
CQM China CQS Czech Republic DQS Germany DS Denmark ELOT Greece FCAV Brazil FONDONORMA Venezuela
HKQAA Hong Kong ICONTEC Colombia IMNC Mexico IRAM Argentina JQA Japan KEMA Netherlands KFQ Korea MSZT Hungary
Nemko Certification Norway NSAI Ireland OQS Austria PCBC Poland PSB Certification Singapore QMI Canada RR Russia
SAI Global Australia SFS Finland SII Israel SIQ Slovenia SQS Switzerland SRAC Romania TEST St Petersburg Russia
IQNet is represented in the USA by the following partners: AFAQ, AIB-Vinçotte International, CISQ, DQS, KEMA, NSAI, QMI and SAI Global
* The list of IQNet partners is valid at the time of issue of this certificate. Updated information is available under www.iqnet-certification.com



CERTIFICATE

IQNet and AIB-VINÇOTTE International

hereby certify that the organization

***SPAQuE S.A.
Boulevard d'Avroy, 38/6
4000 LIEGE (Belgium)***

***has implemented and maintains a
ENVIRONMENTAL MANAGEMENT SYSTEM
which fulfills the requirements of the following standard***

EN ISO 14001:2004

for : Activities regarding inventory, active follow-up, orientation, characterisation and feasibility studies, carrying out sanitation and rehabilitation of potentially polluted sites, expert's assessment, education and information with regard to the environment

Issued on : September 07, 2009

Validity date : May 25, 2012

Registration number : BE-03EMS100b



***René Wasmer
President of IQNet***

***Ir. P. Olivier
Chairman Certification Committee***



IQNet Partners*:

***AENOR Spain AFAQ France AIB-Vinçotte International Belgium ANCE Mexico APCER Portugal CISQ Italy CQC China
CQM China CQS Czech Republic DQS Germany DS Denmark ELOT Greece FCAV Brazil FONDONORMA Venezuela
HKQAA Hong Kong ICONTEC Colombia IMNC Mexico IRAM Argentina JQA Japan KEMA Netherlands KFQ Korea MSZT Hungary
Nemko Certification Norway NSAI Ireland ÖQS Austria PCBC Poland PSB Certification Singapore QMI Canada RR Russia
SAI Global Australia SFS Finland SII Israel SIQ Slovenia SQS Switzerland SRAC Romania TEST St Petersburg Russia
IQNet is represented in the USA by the following partners: AFAQ, AIB-Vinçotte International, CISQ, DQS, KEMA, NSAI, QMI and SAI Global***

**** The list of IQNet partners is valid at the time of issue of this certificate. Updated information is available under www.iqnet-certification.com***

AIB-VINÇOTTE International s.a.
Bruxelles, Belgique

Déclaration de Validation

**Systeme Communautaire de Management
 Environnemental et d'Audit (EMAS)**

Sur base de l'audit de l'organisation, des visites de son site, des interviews de ses collaborateurs, et de l'investigation de la documentation, des données et des informations, documenté dans le rapport de vérification n° 60250904_Spaque_ver_2009.doc. du 27 décembre 2009, AIB-VINÇOTTE International, en tant que vérificateur environnemental, a conclu :

- que la politique, le programme, le système de management, l'analyse environnementale et la procédure d'audit en matière d'environnement ainsi que la déclaration environnementale de/du/de la

SPAQuE s.a.

sis(e) à **BOULEVARD D'AVROY 38/6**
4000 BRUXELLES

utilisé pour :

Activités d'inventaire, de suivi actif, d'études d'orientation, de caractérisation et de faisabilité, de mise en œuvre d'assainissement et de réhabilitations de sites potentiellement pollués, d'expertise et de sensibilisations et d'informations en matière environnement

répondent aux exigences du Règlement (CE) N° 761/2001 du Parlement Européen et du Conseil du 19 mars 2001 permettant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS).

- que les données et l'information dans la déclaration environnementale: **DÉCLARATION ENVIRONNEMENTALE DU SPAQUE s.a. datée du 04 janvier 2010, sont fiables et qu'elles couvrent d'une manière efficace toutes les questions environnementales significatives pour cette organisation.**

Numéro de la déclaration : **04 EA 016a/2**

Date de délivrance : **04 janvier 2010**

Pour le vérificateur environnemental:



ir. P. OLIVIER
 Chairman Certification Committee



Editeur responsable :

Philippe Adam, Boulevard d'Avroy, 38/1 à 4000 Liège

Réalisation :

Service de la communication externe et des relations avec la presse

Conception graphique :

D&L production snc

Imprimerie:

SNEL

Photos :

SPAQuE sa/Philippe Saenen/Johan Dehon/Jean-Frédéric Delière



SPAQuE

Boulevard d'Avroy, 38/1
4000 Liège Belgique
Tél. : +32 4 220 94 11
Fax : +32 4 221 40 43
info@spaque.be
www.spaque.be